



Premier diagnostic du territoire

PAR L'ASSOCIATION PALOMA – JANVIER 2026
dans le cadre du Contrat de Ville 2025



Table des matières

Avant-propos	La prostitution et ses différentes formes d'exercice	4
	Cadre légal : Freins et leviers	5
	Analyse qualitative issue des pratiques de terrain	6
1. Présentation de l'association Paloma	1.1 Mission et objet de l'association	9
	1.3 Spécificité de Paloma et complémentarité avec les dispositifs existants	12
	1.4 Légitimité fondée sur l'expertise de terrain	12
2. Genèse et périmètre du diagnostic	2.1 Genèse du diagnostic et contexte d'intervention	14
	2.2 Périmètre territorial et quartiers prioritaires	14
	2.3 Finalités du diagnostic territorial	14
	2.4 Objectifs généraux	15
	2.5 Principes méthodologiques généraux	15
3. Contexte territorial	3.1 Saint-Nazaire : ville portuaire et industrielle	16
	3.2 Attractivité économique	16
	3.3 Précarités sociales et migratoires	16
	3.4 Quartiers prioritaires ciblés	17
	Tableau – Données socio-économiques comparatives	18
4. Cartographie des acteur·ices et partenaires	4.1 Acteur·ices institutionnel·les	19
	4.2 Partenaires associatifs et de santé	19
	4.3 Réseaux et collaborations existants	20
	4.4 Opportunités et limites du partenariat local	22
5. Prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : méthodologie de recueil de données	5.1 Un échantillon difficile à estimer	23
	5.2 Nos actions : chiffres, outils et dispositifs	24
	5.3 Données qualitatives : outils et dispositifs	25
	5.4 Populations ciblées et critères de sélection retenus	26

Table des matières

	5.4 Limites et biais identifiés	27
5. Prostitution des majeur-es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses	6.1 Typologie des publics rencontrés	28
	6.2 Parler de sexualités	32
	6.3 Rompre l'isolement	32
	6.4 Besoins et attentes en matière de santé sexuelle	33
	6.5 Besoins et attentes en matière de santé et d'accompagnement social	34
	6.6 Focus sur les violences et situations à risque	34
	6.7 Dynamique territoriale et partenariale	36
7. Recommandations et perspectives d'action	7.1 Contexte et limites du diagnostic	37
	7.2. Points d'attention spécifiques pour Saint-Nazaire	37
	7.3 Enjeux transversaux liés au territoire nazairien	38
	7.4 Axes prioritaires de développement des actions	38
	7.5 Perspectives et orientations futures	41

Avant-propos

Ce rapport a été écrit sur des actions nouvelles, datant de moins d'un an, et dont la construction est encore en cours, il ne saurait donc être pris comme un rapport final, et ses données ne peuvent être lues comme exhaustives et absolument représentatives des réalités du terrain. Un tel travail se fait au long cours, sur plusieurs années.

De plus, le calendrier initial du projet, qui s'étalait de janvier à décembre 2025, n'a pu être respecté du fait des contraintes budgétaires nationales ayant entraîné un retard dans l'obtention officielle de l'appel à projet au niveau local. Cela se fait particulièrement ressentir dans le peu de rencontres avec des personnes concernées, du fait de la très grande nouveauté de nos actions sur le territoire nazairien.

Ce que vous lirez ici est donc une entrée en matière, utilisable comme piste de réflexion pour des actions et travaux futurs, et non pour la mise en place d'une politique publique, qui serait alors inadaptée à la complexité du sujet et à la diversité des réalités du terrain.

La prostitution et ses différentes formes d'exercice

En France, le terme « prostitution » est couramment utilisé pour désigner le fait d'échanger des services sexuels contre une rémunération ou un avantage matériel. Ce terme recouvre en réalité des situations, des pratiques et des vécus très différents, qu'il est important de ne pas confondre.

Dans les textes de loi et dans les politiques publiques, la prostitution est souvent abordée comme un phénomène homogène. Pourtant, sur le terrain, les réalités sont multiples, évolutives et fortement liées aux parcours de vie, aux conditions sociales, économiques, administratives et de santé des personnes concernées.

La prostitution en France ne se limite pas à une seule forme d'activité ni à un seul espace. Elle peut prendre des formes très variées : prostitution/escorting, acteur·ices porno, camgirls/boys, stripteaseuse, vente de culottes, services sexuels contre hébergement... autant de personnes que de situations qui peuvent donner accès à des droits spécifiques.

Ces pratiques peuvent être exercées de façon ponctuelle ou durable, à temps plein ou à temps partiel, seules ou dans des cadres plus collectifs. Certaines sont très visibles, d'autres beaucoup moins, ce qui influence fortement la manière dont elles sont perçues et prises en charge par les institutions.

Certain·es exercent cette activité, en la considérant comme un travail, une source de revenus assumée, parfois organisée sous un statut indépendant. D'autres peuvent être victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Entre ces deux extrêmes, il existe une large zone intermédiaire, faite d'agentivité, de stratégies temporaires, d'allers-retours entre différentes activités, et de trajectoires qui évoluent dans le temps.

On parle aussi de prostitution de survie pour désigner des situations dans lesquelles des personnes échangent des relations sexuelles contre de l'argent, un hébergement, de la nourriture ou une protection, afin de répondre à des besoins vitaux immédiats. Ces

Avant-propos

situations concernent particulièrement des personnes en grande précarité, parfois sans logement, sans ressources, sans titre de séjour...

Contrairement aux représentations courantes, la prostitution en France concerne des personnes de tous genres : femmes, hommes, personnes transgenres et non-binaires. Les profils sont également très variés en termes d'âge, d'origine sociale, de nationalité ou de parcours migratoire. Certaines personnes disposent de ressources, d'un logement stable et d'une relative autonomie ; d'autres cumulent des facteurs de vulnérabilité, notamment l'isolement, la barrière de la langue, l'absence de titre de séjour, des problèmes de santé ou des expériences de violences.

A Paloma, nous utilisons couramment le terme « travail du sexe » et nous reposons sur cette définition proposée par Tan dans l'ouvrage « Témoignages de TdS » : « *terme regroupant les activités rémunérées (peu importe la forme de rémunération) de prestations, de performances ou de productions artisanales à caractère sexuel dans le but d'exciter les clients* ». Ce terme est souvent utilisé par les personnes concernées et par certaines associations pour désigner l'ensemble de ces activités, dans une approche qui reconnaît l'existence de pratiques sexuelles rémunérées exercées de manière volontaire. Ce terme coexiste avec celui de prostitution, utilisé dans le droit français et les politiques publiques. Dans ce rapport nous ne parlerons pas de Travail du Sexe mais bien de prostitution afin de s'adapter au vocabulaire de l'Etat mais également de mieux prendre en compte l'ensemble des modalités d'exercice, notamment lors de services sexuels échangés contre hébergement. Cependant, il a pu nous arriver d'employer le terme "Travail du Sexe" lorsque nous nous sommes adressés à des personnes concernées.

Cadre légal : Freins et leviers

En France et depuis 1946, le travail du sexe s'inscrit dans un cadre abolitionniste. Ce courant considère la prostitution non pas comme une activité professionnelle légitime, mais comme une forme de violence et d'exploitation qu'il conviendrait de faire disparaître. Ce positionnement influence fortement les lois actuelles, parfois au détriment des conditions de vie et d'exercice des personnes concernées.

La loi de 2003 : le renforcement du délit de proxénétisme

La loi pour la sécurité intérieure de 2003 a profondément durci le droit pénal autour de la prostitution, notamment à travers une définition très large du proxénétisme. Celui-ci ne se limite pas au fait de tirer profit de la prostitution d'autrui, mais inclut également l'aide, l'assistance ou le fait de faciliter l'activité.

Concrètement, cela signifie que des tiers (colocataires, partenaires, propriétaires et mêmes collègues) peuvent être poursuivis, y compris en l'absence d'exploitation ou de contrainte. Cette extension du proxénétisme a pour effet d'isoler davantage les personnes, de compliquer leur accès à un logement stable, à des lieux de travail sécurisés et à des formes d'organisation collective.

Avant-propos

La loi de 2016 : la lutte contre le système prostitutionnel

Elle repose sur trois volets :

- Un volet pénal, celui de la pénalisation des clients, présentée comme un outil de lutte contre le système prostitutionnel. En pratique, cette mesure a déplacé les rapports de force au détriment des personnes qui exercent, en renforçant la précarité, l'isolement et les prises de risque (négociations plus rapides, lieux plus éloignés, moindre capacité à refuser certains clients).
- Un volet social, le Parcours de sortie de la prostitution (PSP), dispositif conditionné à l'arrêt de la prostitution. Il donne accès, sous certaines conditions, à une allocation financière, un titre de séjour et à un accompagnement social. Ce parcours reste cependant très encadré, inégalement accessible sur le territoire, et repose sur une injonction à la sortie qui ne correspond pas aux réalités, aux choix ou aux temporalités de toutes les personnes concernées.
- Un volet "réduction des risques" voté en 2017 par décret reconnaît le travail des associations communautaires.

Il est essentiel de rappeler un point fondamental : le fait de se prostituer n'est pas illégal en France. Ce sont les personnes qui gravitent autour de la prostitution qui peuvent être condamnées, mais pas les personnes concernées au motif du seul exercice de l'activité.

À ce titre, il est légal pour une personne exerçant la prostitution de créer une auto-entreprise, de déclarer ses revenus et de cotiser, notamment auprès de l'URSSAF (code NAF 96 : Autres services personnels > 96.09.12 : Services des hôtesse / services des prostituées). De nombreuses personnes travaillent ainsi en tant qu'indépendantes. Cette possibilité juridique, bien réelle, reste pourtant peu connue et insuffisamment accompagnée, du fait des contradictions du cadre abolitionniste et des risques pénaux pesant sur l'entourage.

Analyse qualitative issue des pratiques de terrain

Les freins identifiés

Les observations de terrain mettent en évidence plusieurs freins structurels liés au cadre légal actuel. Le premier concerne la méconnaissance du droit. Une part significative des personnes concernées ignore que le fait de se prostituer est légal en France. Cette méconnaissance entretient un climat de peur vis-à-vis des institutions et favorise le non-recours aux droits, notamment en matière de santé, de prévention et de prise en charge des violences, de protection sociale et d'accès à l'accompagnement.

Un autre frein majeur réside dans la définition extensive du proxénétisme, en particulier du proxénétisme dit indirect (proxénétisme hôtelier ou d'entraide). Cette extension crée une insécurité juridique importante, limitant les possibilités de travailler dans des conditions sécurisées, de mutualiser des ressources ou de bénéficier d'un soutien logistique et social. Elle contribue également à l'isolement des personnes et complique l'accès à des solutions d'hébergement stables.

Avant-propos

Le cadre légal génère également une méfiance accrue envers les institutions. De nombreuses personnes rapportent des expériences de stigmatisation, de contrôle ou de jugement moral, notamment dans leurs interactions avec les services administratifs, sociaux ou de santé. Cette défiance est renforcée pour les personnes étrangères ou en situation administrative précaire, pour lesquelles la crainte des conséquences sur le droit au séjour constitue un obstacle supplémentaire.

En matière de droit au séjour, les dispositifs existants, tels que le titre prévu à l'article L.425-1 du CESEDA pour les victimes de Traite des Êtres Humains, restent peu mobilisés. Les conditions d'accès, en particulier l'exigence du dépôt de plainte, sont souvent perçues comme contraignantes et déconnectées des réalités des personnes. La complexité des démarches et le manque d'information contribuent à un recours limité à ce dispositif.

Enfin, le Parcours de sortie de la prostitution (PSP), bien qu'inscrit dans une logique de protection, est fréquemment vécu comme une injonction à la sortie. Son accès inégal selon les territoires et son caractère conditionnel constituent des freins pour des personnes qui ne se reconnaissent pas dans cette trajectoire ou qui ne disposent pas d'alternatives économiques immédiates.

Les leviers identifiés

Malgré ces freins, le cadre légal offre également des leviers mobilisables lorsqu'ils sont accompagnés de pratiques professionnelles adaptées. La clarification du cadre juridique constitue un levier central. Les actions d'information sur la légalité de l'activité, les droits associés et les risques juridiques permettent de réduire la peur, de sécuriser les parcours et de favoriser une relation de confiance avec les acteur·ices institutionnel·les et associatif·ves.

Les accueils sécurisants, inconditionnels et non jugeants, tels que ceux développés dans le cadre de dispositifs de type Ac-sé, jouent un rôle déterminant. Ils permettent de protéger la personne mais également de restaurer un lien avec les institutions, de faciliter l'expression des besoins.

En matière de droit au séjour, l'existence du titre prévu à l'article L.425-1 du CESEDA peut constituer un levier pour certaines personnes, lorsqu'il est présenté de manière éclairée, choisie et accompagnée. Un accompagnement juridique spécialisé permet d'évaluer l'opportunité de ce dispositif au regard de la situation individuelle, en respectant les temporalités et les choix des personnes concernées.

La possibilité légale de déclarer une activité indépendante, notamment sous le statut d'auto-entrepreneur, représente également un levier important d'autonomie. Lorsque cette option est connue et accompagnée, elle peut contribuer à une meilleure sécurisation administrative et économique des parcours.

Enfin, la reconnaissance de la légalité de l'activité agit comme un outil de libération de la parole. Elle facilite l'expression des vécus, des difficultés et des besoins en matière de

Avant-propos

santé, de protection et d'accompagnement. Cette parole est un préalable essentiel à la construction de réponses institutionnelles adaptées et efficaces.

1. Présentation de l'association Paloma

1.1 Mission et objet de l'association

L'association Paloma a pour objet d'améliorer les conditions de vie et l'accès aux droits, à la santé et aux soins des personnes exerçant ou ayant exercé la prostitution à Nantes et dans le département de la Loire Atlantique. Son action repose sur une approche pragmatique, non jugeante et fondée sur les principes de la réduction des risques, de la santé communautaire et de l'empowerment des personnes concernées.

Paloma accompagne environ 400 personnes par an dans la diversité de leurs parcours et de leurs besoins, sans conditionner l'accompagnement à une injonction à la sortie de l'activité. Certaines souhaitent arrêter l'activité, d'autres souhaitent la poursuivre dans les meilleures conditions possibles. L'accompagnement vise à répondre à ces réalités de manière adaptée et respectueuse.

Le programme a débuté en 2000 avec Médecins du Monde puis l'association Paloma a été créée en 2017 afin de reprendre toutes les actions portées. Nous proposons un accompagnement social global (santé, social, juridique et administratif) en favorisant l'accès au pouvoir et à l'autonomie. Nous avons une attention particulière au repérage systématique des violences (violences subies par les personnes en raison du stigmatisme lié à l'activité, violences existantes au sein de l'activité, violences de genre, sexistes et sexuelles, survenues lors du parcours migratoire, ayant eu lieu dans le pays d'origine, violences institutionnelles...). Pour cela, nous favorisons les lieux de partage d'expériences et de soutien, mettons en place des ateliers d'autodéfense (SWAG) ou marrainons les personnes concernées sur le programme communautaire Jasmine de lutte contre les violences.

Dans une logique de prévention et de réduction des risques, nous réalisons des tournées dans la rue la nuit avec un camion ainsi que sur Internet. En effet, ces dernières années l'activité s'est beaucoup déplacée en ligne.

Une des actions quotidiennes de Paloma est le plaidoyer. Nous avons notamment co-créé l'inter-organisation féministe FURI à Nantes incluant ainsi les personnes exerçant la prostitution, personnes trans, personnes racisées aux luttes féministes locales. Nous portons également la parole des personnes concernées auprès du grand public à travers différents médias ; proposons des formations aux acteur·ices du territoire sur la question du travail du sexe - et bien d'autres actions encore.

Enfin, nous organisons des temps collectifs à raison de deux fois par semaine afin de répondre à la problématique de l'isolement relationnel dont les personnes nous font état. Ainsi, les ateliers couture se déroulent tous les mercredis après-midi et différents ateliers sont proposés les jeudis après-midi (ateliers bien-être, auto-palpation mammaire, jeux de société, dépistages des IST, cinéma, peinture, sorties culturelles...).



**STOP
AUX LOIS
QUI RENDENT
MALADE**


PALOMA

IA-170-FS

Une de nos premières actions nantaises : les tournées de nuit à la rencontre des personnes qui exercent en rue. Ces tournées hebdomadaires se font souvent avec des personnes (anciennement) concernées. L'occasion de partager un café, discuter de sujets précis ou de la vie, faire découvrir nos partenaires (NOSIG, Planning Familial...) et distribuer du matériel.

1. Présentation de l'association Paloma

1.2 Positionnement et approche

a) Approche pragmatique, non jugeante et réduction des risques

L'association adopte une approche centrée sur les réalités vécues par les personnes concernées, sans jugement moral ni normatif. Nous nous positionnons en faveur de la décriminalisation de l'activité que nous présentons comme tel : un cadre juridique dans lequel l'activité n'est plus sanctionnée pénalement, ni pour les personnes qui l'exercent ni pour les tiers impliqués de manière non coercitive. Elle vise à garantir l'accès aux droits, à la santé, à la justice et à la protection sociale des personnes concernées, à réduire les violences et la stigmatisation, et à permettre un accompagnement effectif fondé sur les droits humains, tout en maintenant la lutte contre les violences, l'exploitation et la traite des êtres humains.

Pour cela, la réduction des risques constitue un principe central : limiter les conséquences sanitaires, sociales et psychologiques liées à l'activité, sans exiger son arrêt.

Les actions se déclinent notamment par :

- la prévention et la promotion de la santé sexuelle et reproductive ;
- un accès facilité aux outils de réduction des risques ;
- le repérage et l'orientation des situations de violences sexistes et sexuelles ;
- l'attention portée aux conditions d'exercice et à la sécurité des personnes en prenant en compte leur contexte de vie.

Cette approche favorise l'instauration d'un lien de confiance durable, condition essentielle pour un accompagnement effectif et l'accès aux droits et aux soins.

b) Approche communautaire et empowerment

L'approche communautaire place les personnes concernées comme actrices de leur santé et de leurs droits, valorisant les savoirs expérientiels. La participation de bénévoles concerné·es, notamment lors des tournées de nuit, permet :

- de renforcer l'accessibilité des dispositifs ;
- de faciliter la transmission d'informations entre pair·es ;
- de lutter contre l'isolement et la stigmatisation ;
- de soutenir l'empowerment individuel et collectif.

Cette dynamique favorise un changement social durable et l'amélioration des conditions de vie des personnes concernées.

1. Présentation de l'association Paloma

1.3 Spécificité de Paloma et complémentarité avec les dispositifs existants

Paloma se distingue des dispositifs existants, notamment du Mouvement du Nid, acteur national historique de l'accompagnement des personnes prostituées en France. L'intervention du Mouvement du Nid s'inscrit explicitement dans une approche abolitionniste, qui considère la prostitution comme une forme de violence et d'exploitation, et vise à terme la disparition de cette pratique.

Dans ce cadre, le Mouvement du Nid développe principalement des actions d'accompagnement social orientées vers la sortie de la prostitution, ainsi que des actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès du grand public et des institutions. Il est par ailleurs un acteur central de la mise en œuvre du Parcours de sortie de la prostitution (PSP), répondant ainsi aux besoins de personnes souhaitant s'inscrire dans une démarche de sortie.

À l'inverse, Paloma intervient en amont et en parallèle de ces dispositifs, en travaillant sur l'accès à la santé, aux droits, à la prévention et à la sécurisation des conditions de vie et d'activité, sans condition de projet de sortie. A Nantes, Paloma est le premier acteur qui oriente les personnes souhaitant arrêter l'activité vers les Parcours de Sortie de Prostitution (+ de 60 personnes en 2025).

Sur le territoire de la Loire-Atlantique, Paloma se distingue également du dispositif Alba, dont l'intervention cible principalement les mineur-es. Notre association accompagne des personnes majeures, sans condition d'âge, de statut administratif ou de trajectoire, et propose un accompagnement global, continu et inconditionnel.

Cette approche permet de répondre à des besoins insuffisamment couverts sur le territoire, notamment en matière d'accès aux droits, de santé sexuelle, de réduction des risques et d'accompagnement des personnes ne se reconnaissant pas dans les catégories institutionnelles existantes. Paloma agit ainsi en complémentarité avec les acteur-ices du territoire, en apportant une expertise spécifique issue de l'approche communautaire et de l'expérience de terrain.

1.4 Légitimité fondée sur l'expertise de terrain

La légitimité de PALOMA repose sur :

- son expérience de terrain forte de 25 ans ;
- sa connaissance fine des réalités vécues par les personnes concernées ;
- sa capacité à articuler accompagnement individuel, actions collectives et plaidoyer ;
- sa connaissance fine de la traite des Êtres Humains à des fins d'exploitation sexuelle.

1. Présentation de l'association Paloma

Paloma a développé une expertise spécifique sur la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle (TEH), en réponse aux réalités observées localement et aux besoins identifiés par les acteurs de terrain. Cette expertise s'appuie sur un accompagnement régulier de personnes victimes ou présumées victimes de traite, rencontrées notamment dans le cadre des actions d'aller-vers, des permanences et des suivis individuels.

Les situations accompagnées en Loire-Atlantique se caractérisent fréquemment par des parcours migratoires complexes, une précarité administrative et sociale, des formes de dépendance économique, ainsi que des contraintes exercées par des tiers dans un contexte d'exploitation sexuelle. Ces situations sont observées aussi bien sur la métropole nantaise que sur d'autres bassins du département, et concernent des publics aux profils divers, souvent éloignés des dispositifs de protection de droit commun.

Face à ces constats, Paloma a structuré une approche territorialisée de repérage et d'accompagnement des situations de TEH, intégrant les enjeux spécifiques liés à l'exploitation sexuelle. L'association développe des modalités d'intervention adaptées, fondées sur la réduction des risques, l'accompagnement et le respect des temporalités des personnes, y compris lorsque celles-ci ne se définissent pas spontanément comme victimes de traite. Paloma intervient également comme actrice ressource auprès des professionnel·les du territoire. L'association organise et anime des actions de formation et de sensibilisation à destination des acteur·ices du champ social, sanitaire, médico-social et institutionnel de la Loire-Atlantique. Ces formations portent notamment sur l'identification des indicateurs de traite, les enjeux de protection et de sécurité, le cadre juridique existant, ainsi que les postures professionnelles favorisant l'accueil et l'accompagnement des victimes. Ces actions contribuent à renforcer les capacités de repérage et d'orientation des professionnels sur le territoire, à améliorer la coordination entre les acteurs locaux et à fluidifier les parcours de protection. Elles répondent à un besoin identifié de montée en compétence des intervenants, dans un contexte où les situations de TEH à des fins d'exploitation sexuelle restent largement sous-identifiées.

Par cette expertise, Paloma s'inscrit pleinement dans le maillage territorial de la Loire-Atlantique, en complémentarité avec les dispositifs spécialisés existants, et participe à une meilleure prise en compte des réalités de la traite dans les politiques locales de santé, de prévention et de protection des personnes.

2. Genèse et périmètre du diagnostic territorial

2.1 Genèse du diagnostic et contexte d'intervention

Initialement centrée sur Nantes, Paloma a progressivement identifié des besoins à Saint-Nazaire grâce à des actions d'aller-vers numérique, lancées dès 2022, des échanges avec des acteur·ices locaux·ales et partenaires associatifs et des contacts avec des personnes concernées.

Ces échanges ont révélé la présence de pratiques de prostitution et d'échanges économico-sexuels, impliquant personnes majeures et mineures, dans différents espaces de la ville. Sur la base de données issues de sites spécialisés (escorting, cam, petites annonces) et de retours de terrain, le nombre de personnes concernées est estimé à environ 300. Nous avons fait le constat qu'aucune structure spécialisée ne venait à la rencontre des personnes concernées sur la ville de Saint Nazaire. C'est pour cela que nous avons souhaité déposer une demande dans le cadre du contrat politique de la Ville de Saint Nazaire.

2.2 Périmètre territorial et quartiers prioritaires

Le contrat politique de la ville se concentrait notamment sur les Quartiers Prioritaires de la Ville. Notre diagnostic couvre l'ensemble de la commune de Saint Nazaire mais avec un focus sur les QPV où des actions sont initiées ou envisagées :

- Prézégat–Berthauderie–Robespierre
- Ville Ouest
- Petit Caporal–Île du Pé

Il nous a été compliqué de restreindre nos interventions aux seuls quartiers prioritaires : en effet nous avons fait le choix d'intervenir dans des lieux de santé comme le Planning Familial ou le CEGIDD afin de rencontrer davantage de personnes potentiellement concernées. Nous savons que les personnes concernées se rendent souvent dans ces lieux de santé pour faire des tests réguliers notamment, cette approche par la santé nous semblait alors plus pertinente. Aussi, du fait du calendrier tardif et des plannings chargés des maisons de quartier, nous avons investi d'autres endroits dans le but d'informer un maximum de personnes sur les droits auxquels elles peuvent prétendre si elles se reconnaissent comme prostituées. C'est notamment la raison pour laquelle nous sommes aussi intervenu·es à Saint Brévin les Pins.

2.3 Finalités du diagnostic territorial

L'objectif principal est de mieux comprendre les réalités de la prostitution et des échanges économico-sexuels à Saint-Nazaire dans un contexte marqué par des dynamiques économiques contrastées et des inégalités sociales et territoriales.

Le diagnostic permet de : objectiver des situations souvent invisibilisées ; identifier les besoins en matière d'accès aux droits, aux soins et à la santé sexuelle ; éclairer les

2. Genèse et périmètre du diagnostic territorial

pratiques et besoins des acteur·ices locaux·ales ; nourrir la construction d'actions adaptées sur le territoire.

2.4 Objectifs généraux

- mieux appréhender la diversité des situations, parcours et formes d'activité ;
- identifier les freins et leviers à l'accès aux droits et aux soins ;
- repérer les enjeux liés aux violences sexistes, à l'exploitation et à la Traite des Êtres Humains ;
- analyser les dynamiques territoriales et partenariales ;
- poser les bases d'un déploiement d'actions adaptées, en complémentarité avec l'existant.

2.5 Principes méthodologiques généraux

- approche non jugeante et non conditionnelle ;
- démarche de réduction des risques et promotion de la santé sexuelle et reproductive
- attention portée aux publics les plus éloignés des dispositifs de droit commun
- respect de l'anonymat, de la confidentialité et du consentement
- co-construction avec les acteur·ices du territoire et valorisation des savoirs expérientiels

3. Contexte territorial

3.1 Saint-Nazaire : ville portuaire et industrielle

Saint-Nazaire est une ville historiquement marquée par son activité portuaire et industrielle. Le port constitue un pôle structurant pour l'emploi, les échanges maritimes et l'activité logistique, générant des flux importants de populations temporaires et saisonnières.

Ces caractéristiques, couplées au tourisme et à la taille de la ville, font de Saint-Nazaire un lieu marqué par des populations, majoritairement masculines, en mouvement. Il n'est donc pas nouveau ni étonnant que la prostitution soit arrivée parmi les différentes conséquences de ces flux, d'une part. D'autre part, la précarité grandissante observée au niveau national, et présente sur le territoire nazairien, favorise l'émergence de moyens de survie. Nous nous intéresseront ici à une part minoritaire de ces moyens, que sont les échanges economico-sexuels, et ce que l'on appellera de la prostitution de survie, soit un échange de services sexuels contre hébergement, produits, nourriture, etc.

3.2 Attractivité économique

Saint-Nazaire bénéficie d'une attractivité portée par la construction navale, l'aéronautique, l'énergie et les services portuaires.

Cette attractivité entraîne :

- une pression sur le logement ;
- des emplois précaires et contrats courts ;
- des disparités d'accès aux services et aux droits.

3.3 Précarités sociales et migratoires

Les indicateurs de fragilité sociale dépassent parfois la moyenne départementale, notamment pour le chômage, le faible niveau de qualification et la précarité économique. Certaines personnes exilées, particulièrement celles qui se retrouvent en situation administrative instable ou sans titre de séjour, sont exposées à l'exploitation économique et sociale et aux difficultés d'accès aux droits, aux soins et à l'emploi, ce qui augmente le recours à des stratégies de survie économiques alternatives.

3. Contexte territorial

3.4 Quartiers prioritaires ciblés

Saint-Nazaire compte trois Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) dans le contrat de ville 2024-2030¹ :

- Ville Ouest ;
- Petit Caporal – Île du Pé ;
- Prézégat – Berthauderie – Robespierre

Au total, environ 9 359 habitant·es vivent aujourd’hui en QPV à Saint-Nazaire, soit près de 7 à 13 % de la population municipale selon les données des observatoires territoriaux².

Ville Ouest

Quartier prioritaire de grande taille, rassemblant un bassin de population plus important que les deux autres QPV. Le niveau de vie médian des habitants y est inférieur à la moyenne territoriale. Ville Ouest concentre une part importante du parc de logements sociaux anciens, et sa population se retrouve plus exposée aux difficultés d’accès à l’emploi et aux services³.

Petit Caporal – Île du Pé

Ce QPV rassemble environ 1000 à 1100 habitant·es dans un espace urbain plus restreint⁴. Il est caractérisé par un parc de logements majoritairement social et ancien, avec une part significative de ménages aux ressources modestes. Des projets urbains récents (ex : désenclavement, création de structures de santé) visent à renforcer l’attractivité locale et à lutter contre l’isolement social. Ville de Saint-Nazaire⁵.

Prézégat – Berthauderie – Robespierre

Ce QPV compte également autour de 1 000 à 1 300 habitant·es et présente des indicateurs socio-économiques particulièrement fragilisés². Le taux de pauvreté y est élevé, avec une part importante de jeunes non scolarisé·es et sans emploi, et une proportion de familles monoparentales supérieure à la moyenne générale². La part de populations étrangères est également significative dans ce territoire, contribuant à des enjeux de précarité migratoire et d’accès aux droits renforcés⁶. Des opérations de rénovation urbaine et de transformation du cadre de vie sont en cours ou programmées, visant à améliorer l’habitat et les conditions de vie des résidents dans ces secteurs⁷.

NOTES ET LIENS

- 1 : Politique de la Ville. Signature du Contrat de Ville 2024-2030 – Saint-Nazaire Agglo / 2 : SIG Politique de la Ville / 3 : Insee / 4 : 3 habitants sur 4 des quartiers prioritaires en Loire-Atlantique et Maine-et-Loire - Insee Flash Pays de la Loire – p.149 / 5 : Désenclavement du Petit Caporal – portail de la Ville de Saint-Nazaire, oct 2024 / 6 : Contrat de ville 2024-2030 / 7 : 3 résidences Silène des quartiers nord au coeur d'un programme de régénération in SaintNazaireNews.fr

3. Contexte territorial

Tableau – Données socio-économiques comparatives

Indicateurs	QPV ciblés	Saint-Nazaire (ensemble)	Enjeux pour Paloma
Population	≈ 9 300	≈ 70 000	Concentration de publics vulnérables, potentiellement concernés par la prostitution et/ou des échanges économico-sexuels
Niveau de vie médian	12 600–13 300 €	≈ 20 000 €	Risque accru de recours à des stratégies de survie
Taux de pauvreté	> 35 %	15–18 %	Besoin d'accompagnement non conditionnel
Taux de chômage	> 20 %	11–12 %	Vulnérabilité économique favorisant le maintien dans l'activité
Logement social	Très majoritaire	Minoritaire	Risque de dépendance au logement et échanges sexuels contre hébergement
Familles monoparentales	Sur-représentées	Moins nombreuses	Exposition accrue aux contraintes économiques et aux violences
Part de personnes sans diplôme	Élevée	Plus faible	Freins à l'accès à l'emploi et aux droits
Populations étrangères	Plus élevée	Plus faible	Enjeux d'accès aux droits, santé et prévention des violences

Les QPV concentrent des facteurs de précarité exposant certaines personnes à l'exploitation, aux violences et aux stratégies de survie, incluant prostitution et échanges économico-sexuels, soulignant la pertinence d'actions de terrain fondées sur la réduction des risques, l'accès aux droits et aux soins, et une approche communautaire non jugeante.

4. Cartographie des acteur·ices et partenaires nazairien·nes

4.1 Acteur·ices institutionnel·les

À Saint-Nazaire, les acteur·ices institutionnel·les pouvant être impliquée·es dans le suivi ou la prévention des situations liées à la prostitution incluent :

- L'ADPS : en octobre 2024, nous avons participé au festival de l'Aller-Vers organisé par les Marsoins. Nous avons alors rencontré Laurent MAZOYER, le responsable de l'ADPS de Saint-Nazaire, avec lequel nous avons eu un échange très enrichissant sur la question de la prostitution. C'est spécifiquement cet échange qui a été l'élément déclencheur de notre volonté d'investir le territoire nazairien car il faisait état de situations sur lesquelles aucun·e acteur·ice n'intervenait.
- La Mairie et ses services, particulièrement la Tranquillité Publique et la Prévention de la Délinquance.
- Le service de la Santé Publique de la mairie de Saint-Nazaire
- Le CCAS
- Le Département – services sociaux de proximité
- Police - Gendarmerie
- Le parquet de Saint-Nazaire
- Le 115
- La sous-préfecture de Saint-Nazaire

4.2 Partenaires associatifs et de santé

- Les maisons de quartier des QPV (Maison de quartier Bouletterie ; Maison de quartier Chesnaie-Trébaie ; Maison de Quartier Avalix ; Maison de quartier Kerdélé)
- Planning Familial : nous travaillons déjà avec cette structure sur le territoire Nantais et avons pu échanger avec les salariées de Saint-Nazaire qui nous confiaient être en contact avec des personnes concernées à Saint-Nazaire.
- Le CEGIDD : Le Centre de santé sexuelle et de dépistage anonyme et gratuit, nous travaillons déjà beaucoup ensemble à Nantes et savions qu'il ferait partie de nos partenaires privilégié·es à Saint-Nazaire.
- Les Marsoins : nous les avons donc rencontré·es lors de notre présence sur le festival de l'aller-vers. Nous prévoyons une rencontre début 2026.
- Le centre Hospitalier de Saint-Nazaire / PASS / Urgences
- CADA France Horizon
- Centre d'hébergement d'urgence François Blanchy
- CADA Saint Brévin les Pins
- Maison de santé Laennec
- Maison de santé La Fontaine
- ASC trait d'union
- L'entre 2

4. Cartographie des acteur·ices et partenaires nazairien·nes

- Lieu d'accueil pour femmes victimes de violence Christiane Cabalé / le 24
- La Fraternité
- Association La Rose des Vents
- CIDFF Loire-Atlantique – permanence Saint-Nazaire
- France Victimes 44 – antenne de Saint-Nazaire

4.3 Réseaux et collaborations existants

Même si notre arrivée sur le territoire nazairien a pu poser question, nous avons été très bien accueilli·es par nombre de structures.

Par exemple, nous avons rencontré l'équipe de prévention de la délinquance de la mairie de Saint-Nazaire. Nous avons été reçu·es par le responsable du service Eric DELVAL qui nous a proposé une visite en voiture de la ville et des lieux auxquels prêter attention. Nous avons ainsi pu identifier certains lieux et structures au sein desquels intervenir. Nous avons par la suite rencontré l'équipe complète et avons convenu d'une prochaine date de formation, mais cette dernière avait été annulée en raison d'arrêts maladie trop nombreux au sein de leur équipe.

Les temps de sensibilisation

Nous nous étions engagé·es à proposer des temps de sensibilisation auprès des professionnel·les du médico-social. L'objectif était également de recueillir leurs constats et de partager des situations afin de co-construire cet état des lieux.

Nous avons alors organisé trois temps de sensibilisation. Le premier temps de sensibilisation avait été initié par Catherine MARCHAND, la responsable du service santé publique de la mairie de Saint-Nazaire. Elle a ainsi animé un réseau de santé réunissant beaucoup d'acteur·ices. Cette mise en lien et cette connaissance des acteurs du territoire avait été très précieux pour notre association qui arrivait tout juste sur le territoire. Il s'agissait là d'un temps d'information sur la prostitution, son cadre légal et l'accompagnement des personnes concernées.

Les deux autres temps se sont organisés sous forme de groupes de travail. Paloma avait une attention particulière à la mixité de ces groupes (professionnel·les de santé + du social + du service de prévention de la délinquance) afin de proposer une approche transversale qui puisse enrichir les réflexions.

4. Cartographie des acteur·ices et partenaires nazairien·nes

Les deux temps organisés se présentaient comme suit :

Présentation de Paloma

Débat mouvant

WORLD CAFE (tourner, en groupes, à tour de rôles sur des situations et ajouter aux apports précédents)

Situation 1 : Vous travaillez à la Cimade, vous accompagnez Blessing, une personne exilée en demande d'asile. Un faisceau d'indices vous amène à suspecter qu'elle est victime de traite des êtres humains.

Qu'est-ce qui pourrait vous donner cette impression ? Comment aborder le sujet ? Que mettre en place ? Vers quels partenaires se tourner ? Vers qui orienter ?

Situation 2 : Vous travaillez dans un centre de mise à l'abri pour femmes victimes de violences. Clara, une femme qui a récemment fui le domicile conjugal à la suite de violences subies, est hébergée depuis 2 mois avec son fils de 5 ans. Elle vous confie recourir à la prostitution pour survivre et subvenir aux besoins de la famille. Elle en parle car elle a eu un rapport sexuel non protégé et a peur d'avoir contracté le VIH. Comment vous réagissez ? Comment accueillir sa parole ? Qu'est ce qui se joue ici ? Vers quels partenaires se tourner ? Vers qui orienter ?

Situation 3 : Léo a 17 ans, il a été mis à la porte de chez ses parents alors qu'ils ont découvert son homosexualité. Vous êtes agent de l'ADPS (Agence Départementale de la Prévention Spécialisée) et le rencontrez aux abords de la gare. Vous lui proposez d'appeler le 115 mais il refuse un hébergement d'urgence au motif qu'il se « débrouille » en rencontrant des hommes sur des applications de rencontre. Comment vous réagissez ? Que mettre en place ? Vers quels partenaires se tourner ? Vers qui l'orienter ?

Situation 4 : Vous êtes bénévole au « Restos du Cœur » et rencontrez Armelle. Elle est camerounaise et est arrivée en France il y a quelques mois. Elle a reçu un rejet de sa demande d'asile et n'a pas de titre de séjour. Elle n'a pas de place au 115 et explique dormir parfois chez des compatriotes, ou à la rue quand personne ne peut l'accueillir. Elle a déjà exercé la prostitution en arrivant en Italie pour pouvoir survivre et dit craindre de devoir recommencer si sa situation ne s'améliore pas rapidement. Comment l'accompagner ? Que mettre en place ? Vers quels partenaires se tourner ? Vers qui orienter ?

Mise en commun et partage des outils et informations

Recueillir des situations vécues par les professionnel·les, les ressentis et questionnements

Listing des freins / motivations à en parler

4. Cartographie des acteur·ices et partenaires nazairien·nes

4.4 Opportunités et limites du partenariat local

Analyse SWOT – Partenariats locaux autour de la prostitution et des échanges économico-sexuels à Saint-Nazaire

Forces/Atouts	Faiblesses/Limites
• Territoire de taille moyenne favorisant l'interconnaissance entre professionnel·les, facilitant la mise en lien rapide des acteur·ices et la construction de partenariats opérationnels. Favorise également les rencontres avec les personnes concernées. • Réseaux professionnels relativement resserrés, permettant une circulation fluide de l'information et une mobilisation rapide autour de situations complexes. • Capacité à identifier plus finement les dynamiques locales (lieux, temporalités, pratiques), grâce à la connaissance partagée du territoire. • Accueil globalement favorable de Paloma par les acteur·ices locaux·ales, facilité par la proximité institutionnelle et associative. • Proximité avec les services municipaux et les institutions locales, favorisant l'inscription des actions dans les politiques territoriales.	• Effet de « petit territoire » pouvant freiner la prise de contact des personnes concernées, en raison des craintes liées à l'anonymat, à la confidentialité et au risque d'être reconnues. • Offre de dispositifs spécialisés plus restreinte qu'en métropole, limitant parfois les possibilités d'orientation locale. • Le travail de Paloma en lien avec la police municipale/les institutions ne renforce pas forcément la confiance que les personnes concernées peuvent nous attribuer. • Exercice de l'activité en indoor (à l'intérieur) → plus compliqué d'entrer en contact avec les personnes concernées + difficulté à créer un lien de confiance à travers un ordinateur ou par téléphone.
Opportunités	Menaces/risques
• Possibilité de structurer rapidement une culture commune autour des enjeux prostitution / échanges économico-sexuels, grâce à la taille du territoire. • Déploiement de formations et de temps de sensibilisation atteignant rapidement un large éventail de professionnel·les. • Construction de parcours d'accompagnement plus lisibles et cohérents, via une coordination facilitée entre acteur·ices. • Inscription progressive de ces enjeux dans les diagnostics territoriaux (santé, politique de la ville, prévention). • Positionnement de Paloma comme actrice ressource et tiers de confiance, garante de l'anonymat et de la confidentialité.	• Le positionnement de Paloma peut être vu comme clivant et le sujet de la prostitution véhicule beaucoup d'affects • Autocensure des personnes concernées, qui peuvent renoncer à solliciter des dispositifs locaux par peur d'être identifiées. • Confusion possible de la part de certain·es partenaires entre enjeux de tranquillité publique et accompagnement social et sanitaire. • Risque de sur-exposition de certaines situations individuelles dans un réseau partenarial restreint. • Fragilité des dynamiques partenariales en cas de changements institutionnels ou politiques locaux.

5. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : méthodologie de recueil de données

5.1 Un échantillon difficile à estimer

Des outils numériques qui s'adaptent

L'échantillon sur lequel nous travaillons est constitué des personnes majeures exerçant la prostitution en ligne à Saint-Nazaire. En 2024, nous identifions 300 personnes concernées.

En 2025, il est devenu plus difficile de quantifier le nombre de personnes à la suite de changements sur les plateformes numériques. La plateforme "*Sexemodel*", la plus utilisée avec 6annonce, a rendu tous ses services payants fin 2024, faisant partir les personnes les plus précaires. A l'été 2025, la fonction "*People nearby*" de *Telegram* disparaît, largement utilisée pour la prostitution, la vente de drogues et la vente d'armes. Fin 2025, le site de petites annonces "*Wannonce*" ferme car il est mis en cause dans des affaires de pédocriminalité et de prostitution.

Ces fermetures de site ne sont pas nouvelles et interviennent notamment dans le cadre de la politique de lutte contre le proxénétisme. Le britannique "*Vivastreet*" a dû fermer sa section "rencontres" en 2017 avant d'obtenir un non-lieu en 2025. Le site de discussion "*Coco*" a été fermé judiciairement en juin 2024 suite à de nombreuses affaires de pédocriminalité, proxénétisme aggravé mais aussi de blanchiment d'argent ou vente d'armes.

Notre constat de terrain est que ces fermetures de site ne font que déplacer les annonces vers d'autres outils numériques (sont souvent évoqués des groupes "whatsapp" privés mettant en relation clients et personnes se prostituant) et nous coupent de certaines personnes dont les contacts ne se faisait que via les sites dédiés. Le travail de prévention des associations communautaires ou de l'Amicale du Nid est donc rendu plus fastidieux. Le travail de la police peut être également rendu difficile en l'absence d'une vitrine identifiable, à l'instar de l'affaire d'un vaste réseau criminel démantelé en 2024 qui exploitait des femmes chinoises en utilisant le site *Sexemodel*¹.

Des pratiques qui évoluent

À ces particularités liées aux outils numériques s'ajoutent des modalités d'exercice et des pratiques qui rendent complexe l'estimation du nombre de personnes concernées :

- la multiplication des profils sur les différentes plateformes occasionne des doublons ;
- le recours aux "sextours", tournées organisées entre plusieurs villes nomadise certaines personnes et les rend difficiles à capter ;
- la nécessité de discrétion de certains clients les pousse à contacter des personnes à plusieurs dizaines de kilomètres, quitte à prendre en charge les transports ; ainsi les personnes concernées sont poussées à être mobiles et de

NOTES

¹ : article du parisien « webmasters, standardistes et gestionnaire de location : un réseau de proxénétisme démantelé, sept personnes de nationalité chinoise impliquées », 12 juin 2025

5. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : méthodologie de recueil de données

nombreuses personnes vivant à Nantes exercent ponctuellement à Saint-Nazaire et inversement ;

- les échanges económico-sexuels des plus précaires se négocient dans les gares, les sites de rencontres (Badoo, Grindr...), sur facebook ou à la sortie des lieux d'accueils (aucun constat de telles pratiques à Saint-Nazaire) ;
- la multiplication de faux profils visant à arnaquer les clients est impossible à quantifier du fait de la pénalisation des clients rendant difficile le dépôt de plainte - les commentaires laissés sur les sites dédiés laissent à entrevoir l'ampleur du phénomène.

5.2 Nos actions : chiffres, outils et dispositifs

Nos actions d'aller-vers le public en 2025 :

- **241 personnes contactées** sur des sites d'escortes et de petites annonces
- **1560 messages envoyés** en 4 langues (français, anglais, espagnol et portugais)
- un contact établi avec 21 personnes en aller-vers numérique en 2025 (un contact étant un échange de sms ou un appel faisant suite à nos messages, un envoi postal de matériel pouvant déboucher sur une rencontre), soit un taux de réponse de 8,7%
- **5 actions auprès du public** : 2 ateliers de réduction des risques au CADA de Saint-Brévin (9 participant·es et 4 intervenant·es rencontré·es en amont), à l'accueil de jour Le trait d'union/ASC (15 participant·es et 4 intervenant·es rencontré·es en amont) et 3 permanences au Planning familial (7 personnes concernées rencontrées et 2 intervenant·es rencontré·es en amont)
- Une **affiche** a été **réalisée** tardivement pour inviter les personnes vers nos permanences mais aussi donner les informations essentielles pour naviguer parmi les acteur·ices de la santé, de la lutte contre les violences, du social ou du juridique. Cette affiche sera plus largement diffusée en 2026 et le guide sera augmenté et traduit en plusieurs langues
- **15 personnes concernées rencontrées**

5. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : méthodologie de recueil de données

Nos actions à destination des professionnel·les en 2025 :

- **96 professionnel·les rencontré·es de 44 structures différentes ;**
- **33 professionnel·les rencontré·es dans leur structure** (A vos soins = 1 / CADA de Saint-Brévin = 4 / CeGIDD - Centre de santé sexuelle = 7 / L'entre 2 = 3 / Le local = 1 / Maison des Ados = 1 / Maison de quartier d'Avalix = 1 / Prévention de la délinquance Mairie Saint Nazaire = 6 / Tranquillité publique Mairie Saint-Nazaire = 1 / Planning familial = 2 / La Rose des Vents = 6 / Le trait d'union = 4) ;
- **1 action de sensibilisation et d'échanges** autour de la santé et de la prostitution le 1er octobre réunissant 34 personnes de 22 structures différentes ;
- **2 demi-journées de réflexion commune et transversale** autour de situations réunissant 19 personnes de 9 structures différentes : 5 personnes rencontrées lors du temps de sensibilisation du 23/10 (4 structures différentes) et 14 personnes rencontrées lors du temps de sensibilisation du 19/11 (5 structures différentes).

5.3 Données qualitatives : outils et dispositifs

Deux modalités ont été retenues. D'abord, nous avons conçu un **questionnaire** traduit en 4 langues qui a été envoyé via sms ou messagerie aux personnes exerçant en ligne. Nous avons eu très peu de retours et leur traitement n'est de fait pas pertinent pour le moment.

Nous avons ensuite réalisé des **entretiens informels** lors des permanences au Planning Familial ainsi qu'au Trait d'union et avons accueilli 2 personnes dans nos locaux à Nantes. Un entretien a été réalisé par téléphone. Les premiers entretiens ne sont délibérément pas poussés pour favoriser la création du lien de confiance. Notre posture est avant tout d'accompagner les demandes qui émergent. Certaines questions n'ont pas été posées (lieu de vie, conditions d'exercice...) dès que nous sentions que cela nuisait à la relation qui se créait.

Les **échanges avec les professionnel·les** nous ont également permis de recueillir leurs besoins et les freins observés.

5. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : méthodologie de recueil de données

5.4 Populations ciblées et critères de sélection retenus

Le projet a pu démarrer grâce au financement alloué dans le cadre du contrat de ville avec une orientation sur les quartiers prioritaires de Saint-Nazaire.

Nous ne sommes pas parvenus, en 2025, à mettre en place de permanences dans les maisons de quartier des QPV, aussi nous avons dû adapter notre stratégie.

Lieux de rencontre des populations ciblées

Nous nous sommes d'une part focalisé·es sur les **lieux ressources en santé sexuelle** : le planning familial et le CeGIDD. Nos permanences se sont tenues au Planning familial et seront reconduites en 2026. Une action conjointe est en train d'être pensée avec le CeGIDD pour 2026.

D'autre part, au vu de notre expérience du terrain nantais, nous avons privilégié de réaliser des **ateliers de santé sexuelle auprès de personnes exilées et/ou sans hébergement**, populations que nous savons être particulièrement exposées à des formes de prostitution de survie (contre hébergement par exemple) ou d'exploitation et/ou de traite des êtres humains.

Les personnes ciblées sont des personnes qui se présentent comme majeures à l'exception de mineur·es non reconnu·es que nous pouvons retrouver dans les CADA, notamment.

Nous avons d'ailleurs rencontré une personne au CADA de Saint Brévin qui a pu nous confier exercer une forme de prostitution de survie. Nous avons pu l'orienter vers le Parcours de Sortie de Prostitution mais également échanger sur la réduction des risques en santé sexuelle mais également en matière de lutte contre les violences.

Une liberté géographique

Au vu de ce qui a été évoqué ci-dessus et faisant le constat que la notion de Quartier prioritaire reste inconnue des personnes exilées, il nous est difficile de quantifier le nombre de personnes rencontrées y vivant.

Aussi, dans un objectif de rencontrer les personnes les plus précaires et les plus à même de mal vivre l'activité, nous avons pris le parti d'élargir le périmètre d'aller-vers en allant notamment à Saint-Brévin.

Nous avons tenu à respecter au mieux ce périmètre géographique concernant les acteur·ices du territoire que nous avons sollicité·es.

5. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : méthodologie de recueil de données

5.4 Limites et biais identifiés

Une des premières limites à notre travail est le fait que nous ne sommes pas basé·es physiquement à Saint Nazaire, compliquant la création de lien de confiance. A défaut de passer du temps avec les personnes rencontrées, les conversations restent limitées et de la défiance quant à nos intentions peut s'installer. Nos courts séjours à Saint-Nazaire nous ont permis de rencontrer des personnes nous contant l'histoire ancienne du port et de ses bars à hôtesse. Une présence plus longue permettrait d'accéder à davantage de personnes concernées.

La base trop faible de personnes rencontrées ne permet pas de tirer de conclusions sur la réalité de la prostitution dans les QPV de Saint-Nazaire. Nous ne pouvons tirer que de grandes pistes qu'il conviendra d'explorer.

Le cadre légal est un frein à certaines rencontres. Il nous a été par exemple impossible de rencontrer les salariées des bars l'Excalibur et le Cristal.

Une limite qu'il sera difficile de dépasser est l'accès aux personnes exploitées. Cet accès ne se fera que par des moyens de communication indirecte ou par l'entremise des professionnel·les de la santé, du social ou du juridique.

Les professionnel·les rencontré·es nous ont relaté des situations vécues ou des ressentis de terrain. Leur positionnement politique, leurs représentations de la prostitution constituent un biais non négligeable.

De même, notre positionnement sur l'encadrement de la prostitution va à l'encontre du cadre fixé par le gouvernement. Notre approche et le vocabulaire que nous employons sont parfois mal perçus ou compris. Cela interfère nécessairement dans la relation que nous pouvons nouer avec les partenaires.

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

6.1 Typologie des publics rencontrés

Indicateurs	Données consolidées
Population rencontrée	15 personnes rencontrées dans le cadre des actions + 2 réponses recueillies via questionnaire
Modalités de contact	Aller-vers numérique : 11 personnes • Permanences du Planning Familial : 7 personnes • Orientation par le CeGIDD : 2 personnes • Animations de réduction des risques (CADA/ accueil de jour) : 2 personnes
Tranche d'âge	Public âgé de 22 à 51 ans
Répartition par genre	14 femmes 3 hommes
Origine géographique déclarée	Amérique latine : 8 personnes France : 5 personnes Union européenne : 2 personnes Afrique du Nord : 1 personne Afrique subsaharienne : 1 personne
Modalités d'exercice de l'activité	16 personnes exercent via des sites d'escortes et/ou les réseaux sociaux 7 personnes exercent exclusivement en déplacement (domicile des clients, hôtels, locations de type AirBnB)

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

Situation d'hébergement	2 personnes en situation de rue ou d'habitat précaire (squat) 1 personne hébergée en CADA 7 personnes disposent d'un logement personnel Données non disponibles pour les autres personnes
Résidence en quartier prioritaire	4 personnes déclarent résider dans un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPV)
Situation de précarité déclarée	9 personnes se déclarent en situation de précarité (sans qualification des formes de précarité)
Isolement social	12 personnes déclarent un sentiment d'isolement
Consommation de produits	2 personnes déclarent une consommation régulière de produits (non précisés) et bénéficient d'un suivi par l'association La Rose des Vents
Connaissance du cadre légal	Au moins 5 personnes ignoraient que le fait de se prostituer est légal en France Au moins 7 personnes n'avaient pas connaissance des formes de proxénétisme dit « indirect » (proxénétisme hôtelier, proxénétisme d'entraide)

Retranscription d'un entretien (traduit de l'espagnol) :

« B - vous travaillez ensemble ?

A - oui, c'est plus sécurisant !

B - je sais pas si vous connaissez les lois autour de la prostitution en France ?

C - je sais que les clients ont pas le droit de faire appel à nous mais que pour nous c'est ok

A - et qu'on a pas le droit de travailler chez nous (elles sont locataires d'un logement social)

B - Oui oui je vous demandais si vous travailliez ensemble car en théorie, il est aussi interdit de travailler à plusieurs. C'est considéré comme du proxénétisme indirect, comme de

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

l'entraide entre personnes. C'est la personne la plus âgée qui pourrait être inquiétée car elle a soi-disant du pouvoir sur la plus jeune.

A – Ah ah, tu vas finir en prison ma vieille !

B – Non, l'idée n'est pas de vous inquiéter. Le cadre légal est complexe et parfois difficile à comprendre, y compris pour les professionnel·les.

B – Ces temps d'échange servent justement à clarifier ce qui relève du droit, mais aussi à identifier les situations où le cadre juridique peut vous mettre en difficulté. On sera là en cas de besoin. »

Profils identifiés par les professionnel·les

- Des mères célibataires ont confié à des travailleur·euses du social recourir à la prostitution de manière ponctuelle
- Des professionnel·les du CHU observent des cas d'hommes entrés dans le trafic de drogues basculer vers le proxénétisme
- Des cas d'exploitation sexuelle de mineures par des pères de famille
- Des femmes qui accueillent d'autres compatriotes et en profitent pour les maltraiter voire les prostituer. Ce phénomène remonterait à 10-15 ans et concernerait beaucoup de mahoraises en ce moment mais la population change chaque année
- Des femmes riches hébergeraient et exploiteraient sexuellement des hommes exilés sur la côte
- La question des milliers de travailleurs détachés en lien avec des faits de prostitution est revenue plusieurs fois.

Notre analyse des retours des professionnel·les...

... sur la prostitution à laquelle recourent les mères célibataires :

Ce phénomène colle à la réalité de ce qui est observé au national. Sexemodel, dans sa version gratuite, permettait aux associations de mesurer l'augmentation du nombre de femmes exerçant. Il est impossible d'avancer des chiffres sur le nombre de mères isolées y recourant mais l'augmentation notable de profils sur les sites d'escortes avant les fêtes appuie l'idée qu'une prostitution servant à compléter des ressources trop faibles pour faire face à la précarité grandissante. Ce phénomène est également présent

dans les villes où la prostitution de rue est encore présente avec des sorties ponctuelles de certaines femmes qui s'accroissent lors des fêtes. Des groupes de femmes sont déjà constitués dans les maisons de quartier (par exemple, un groupe couture à Avalix) et nous misons sur la rencontre de ces groupes en 2026 pour adresser ces sujets dans les quartiers.

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

... sur le phénomène de basculement du trafic de drogues au proxénétisme de mineures :

Il est observé en Europe comme en Amérique du Nord et a été largement documenté. La répression accentuée du trafic de stupéfiants vient contraster avec l'exploitation sexuelle des mineures jugée alors moins risquée. Le Québec a été un précurseur sur le sujet et a pensé une politique innovante s'appuyant sur les acteur.ices de quartiers avec une approche de prévention des jeunes hommes en risque d'être recrutés par des "gangs de rue". Si le phénomène des gangs de rue est très nord-américain et à considérer que le phénomène est bien présent à Saint-Nazaire, l'approche préventive est une piste à envisager. Le travail mené par l'équipe de médiation de la tranquillité publique semble pouvoir s'insérer dans cette logique¹.

... sur les différents cas d'exploitation sexuelle :

Il est difficile d'imaginer y mettre un terme sans que les victimes se définissent comme telles. L'information première à véhiculer est que la prostitution est légale en France et qu'il est alors possible d'en parler sans craindre d'être arrêtée, y compris à la police en l'absence de papier. Ces freins reviennent sans cesse dans les cas d'exploitation auxquels nous faisons face. L'approche par les droits (parcours de sortie de la prostitution, la régularisation par le L 425-1), la mise en sécurité (mise à l'abri, dispositif Ac-Sé) sont des outils essentiels pour libérer la parole des personnes exploitées. Les professionnel.les ont pu nous partager ne pas formé.es aux droits liés à l'exploitation ou à la traite des êtres humains. Les temps d'échanges que nous avons proposés visaient à faire ce constat et à partager nos outils pour aborder ces sujets. Nous continuerons à proposer ces temps d'échange.

NOTES

1 : Bénédicte Lavaud-Legendre (dir) : *Prostitution de mineures : trouver la juste distance*

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

6.2 Parler de sexualités

Un des constats de ce diagnostic est la **difficulté qui a été pointée par la moitié des professionnel·les à parler de sexualités et/ou de prostitution**, soit car leur cadre de travail ne le permet pas, soit par manque d'outils pour aborder ces sujets.

En miroir, il y a une demande des personnes concernées de pouvoir déposer ces sujets ou de pouvoir parler de violences subies sans avoir peur d'être jugées sur leurs pratiques (5 personnes nous ont rapporté cela).

En continuant les temps de co-construction avec les partenaires avec une attention particulière à la diversité des groupes, nous misons sur la transversalité des réponses à apporter à ces demandes, réponses dont pourront se saisir les acteur·ices du terrain nazairien. Nous avons également créé une affiche invitant les personnes à parler de ces sujets dans les lieux où les personnes se sentent en capacité d'accueillir la parole.

De notre côté, l'équipe terrain de Paloma a suivi, à l'automne 2025, une formation à l'EVARS (éducation à la vie relationnelle et sexuelle) à destination des 16-25 ans. Cette formation de 4 jours, dispensée par les équipes de Promotion Santé, nous permet d'enrichir nos approches avec de nouveaux outils issus de l'Éducation Populaire. Nous continuerons à partager ces outils lors des temps d'animation en Réduction des risques en santé sexuelle à destination des personnes exilées et/ou sans hébergement. En 2026, nous souhaitons étendre ces animations aux maisons de quartiers des QPV et auprès des étudiant·es.

6.3 Rompre l'isolement

Sur le maigre échantillon de personnes rencontrées, la question de l'isolement social est criante (12 personnes). La prostitution est très stigmatisée et la honte souvent intégrée par les personnes qui l'exercent.

Si deux des personnes rencontrées ont confié à leur famille exercer l'activité, elles déclarent, avec 10 autres personnes, se sentir isolées. Une personne s'est longuement confiée sur **l'absence de personnes ressources** pour déposer les violences qu'elle a pu subir. Certaines ajoutent que la taille de Saint-Nazaire fait naître la crainte de croiser des clients sur les lieux où elles exercent une activité plus "classique" et d'être ainsi exposée aux yeux de leurs employeur·euses.

Trois personnes expriment une demande d'organiser des temps de rencontres entre personnes concernées et/ou personnes trans pour 2 d'entre elles. L'une d'elle est venue passer du temps sur nos permanences et nos actions à Nantes afin de mieux entrevoir les possibilités de **développer des temps de soutien entre pair·es**. C'est l'une des pistes que nous envisageons pour 2026 avec une entrée plus "festive" à l'image des Goûters organisés par le Strass (syndicat du travail sexuel) qui sont des temps essentiels de soutien, notamment en cas de violences. Nous ne sommes pas surpris·es par la sur-

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

représentation des personnes d'Amérique latine dans notre échantillon (près de 50%) dans la mesure où la dynamique communautaire telle que nous la percevons est très ancrée en Amérique. Notre expérience du communautaire va permettre d'impulser des temps, notamment dans des lieux queer et/ou féministes où les questions de mixité sont déjà pensées. Les outils que nous utilisons résonnent énormément avec les approches des maisons de quartiers.

6.4 Besoins et attentes en matière de santé sexuelle

Nous approchons les publics au prisme de la santé sexuelle. Le constat que nous faisons est que les acteurs essentiels que sont le Planning Familial, le Centre de santé sexuelle et le CeGIDD sont très mal identifiés. Au moins 9 personnes ne connaissaient pas le Planning Familial quand 7 d'entre elles ignoraient l'existence du CeGIDD.

Seules 5 personnes disent savoir où se procurer des préservatifs gratuitement (2 à la Rose des Vents / 3 au CeGIDD). En dehors des structures de santé sexuelle, nous avons remarqué l'absence de préservatifs et gels à disposition dans la plupart des structures. Si, comme le trait d'union, des structures en achètent, d'autres nous confient l'absence de budget ou l'absence de communication de la part des institutions pour en obtenir gratuitement.

Nous avons fourni aux 14 personnes rencontrées physiquement du matériel de prévention et réduction des risques (préservatifs externes/internes, préservatifs XL, préservatifs renforcés, préservatifs rouges, tubes de lubrifiant, digues buccales, éponges menstruelles...) et avons réalisé 3 envois postaux de matériel pour des personnes en "sextour". Nous avons distribué ce même matériel aux 24 personnes rencontrées lors des animations en santé sexuelle et avons laissé un stock de matériel dans ces lieux.

Pistes d'amélioration proposées : équiper tous les lieux d'accueil de distributeurs de **préservatifs gratuits**, améliorer la **communication** sur les structures de santé sexuelle, penser la possibilité de **dépistages hors-les-murs** sur les lieux de vie des habitant·es des QPV.

Projet que nous souhaitons mettre en place : mettre en place des permanences au CeGIDD afin de mieux faire connaître ce lieu - continuer à diffuser les informations sur la santé sexuelle lors de nos actions d'aller-vers numérique (lieux ressources, conditions d'accès de la Prophylaxie pré-exposition, du traitement post-exposition ou encore des dépistages...)

Perception des lieux ressources : La Rose des Vents est perçue comme un lieu de confiance pour les 2 personnes qui la fréquentent. De même pour les personnes qui fréquentent le CeGIDD et le Centre de santé sexuelle. Les 7 personnes rencontrées au Planning Familial ont exprimé vouloir y revenir.

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

6.5 Besoins et attentes en matière de santé et d'accompagnement social

Ce sont surtout les professionnel·les du médical et du social qui nous ont confié leur **besoin d'être outillé.es pour aborder les questions de prostitution**. Nous continuerons à partager nos outils pour aborder la prostitution et les violences sexistes et sexuelles auprès des professionnel·les. Il est essentiel de continuer à partager la connaissance des droits liés à la prostitution, à l'exploitation et à la traite des êtres humains tant ils constituent un levier pour libérer la parole. Nous avons également partagé une affiche permettant d'identifier les lieux où les personnes se sentent en capacité d'accueillir la parole des personnes concernées sans jugement.

Nos temps de réflexions communes permettent aussi d'appréhender les limites du cadre légal de la prostitution au regard des formes de proxénétisme indirect dans lesquelles les professionnel·les pourraient se trouver (proxénétisme hôtelier ou d'entraide).

Sans compter la personne orientée vers le parcours de sortie de la prostitution, aucune autre personne n'a exprimé de besoin spécifique sur des accompagnements santé et/ou social au regard de l'exercice de la prostitution.

Projet que nous souhaitons mettre en place : formaliser les outils dans un guide partagé aux professionnel·les.

6.6 Focus sur les violences et situations à risque

Une des surprises de nos entretiens est l'expression de conditions d'exercice plus favorables à Saint-Nazaire en comparaison à d'autres villes.

"Ici, c'est hyper safe pour les trans. Je crois qu'il y a des femmes cis qui se se sont faites agresser mais avec nous les clients sont gentils!" - "Les clients, à Saint-Nazaire, ils négocient pas les tarifs" - "ça travaille bien ici, bien mieux qu'à Nantes ou Paris" - "J'arrive à me débrouiller qu'avec des réguliers que j'ai parfois depuis 12 ans, du coup je me sens en sécurité."

Bien entendu, vu la taille de l'échantillon, les biais sont importants. Un des biais important est le fait que le lien de confiance n'est pas encore établi et qu'il est plus facile de se confier sur les choses positives. Toutefois, cette impression générale est très différente des rencontres que nous pouvons faire à Nantes.

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

Des violences nous ont été rapportées, notamment des violences en début d'exercice avec l'expression de l'importance d'avoir des personnes ressources en cas d'agression.

"J'aurais aimé rencontrer des collègues avant de commencer parce que j'ai pris cher au début et je savais pas comment imposer mes limites. J'en ai jamais trop parlé." - "[travailler ensemble], c'est plus sécurisant" - "J'aurais aimé vous rencontrer plus tôt".

Dispositifs de lutte contre les violences

Nous avons particulièrement parlé du programme Jasmine porté par Médecins du Monde permettant à la fois de partager des ressources en cas de violences dans le cadre de l'exercice, de préparer un dépôt de plainte pour les personnes allophones et d'alerter ou consulter les alertes sur des clients-agresseurs. Nous avons marrainé 7 personnes sur le programme Jasmine. Nous avons également distribué 22 boutons App'elles, sorte de porte clés permettant d'alerter 3 personnes de confiance en cas d'agression ou de danger.

Nous avons également parlé du Parcours de Sortie de la Prostitution (PSP) et avons orienté une personne vers ce dispositif (auprès de l'ATDEC).

Du côté des professionnel·les, nous avons relevé de nombreux cas rapportés d'exploitation, de contraintes économiques fortes, voire de traite des êtres humains (en particulier auprès des personnes exilées). Il ressort de ce diagnostic un besoin de formation des professionnel·les de tous champs sur le cadre légal de la prostitution, du PSP et de la Traite des Êtres Humains. La connaissance des possibilités et conditions de protection des victimes de proxénétisme et ou traite est largement méconnue. Ce constat n'est pas propre à Saint-Nazaire, il est partagé au niveau national. Les écoles de travail social n'ont pas nécessairement intégré ces sujets dans leurs cursus.

Accompagnement des victimes

Ce sujet va nous occuper en 2026. Une des forces de Saint-Nazaire est l'ouverture du 24 qui promet d'accueillir les femmes victimes de violences liées au proxénétisme. A titre de comparaison, cette entrée n'existe pas pour le moment à Nantes sauf si elles sont exercées par le conjoint ou un membre de la famille de la victime. Toutefois, des interrogations quant aux moyens déployés pour le 24 interrogent nombre de professionnel·les rencontré·es.

6. La prostitution des majeur·es à Saint-Nazaire : premiers constats et analyses

6.7 Dynamique territoriale et partenariale

Les maisons de quartier semblent être des lieux identifiés comme ressources. Nombre de femmes ont pu se confier quant à l'exercice de l'activité.

Le Centre de santé sexuelle, le CeGIDD et la Planning Familial sont déjà très investis sur ces sujets qu'ils abordent dans leurs entretiens. Nous désirons collaborer avec eux et espérons former des personnes concernées relais qui pourraient intervenir dans ces lieux.

Du côté institutionnel, nous avons obtenu de la Préfecture et de la mairie de Saint-Nazaire la possibilité de ne pas faire figurer les logos sur les supports de communication s'adressant aux personnes concernées. Cela constitue un enjeu en termes de création de lien de confiance et cela a été entendu. Nous avons accepté de ne pas faire figurer le terme "travail du sexe" dans ces communications malgré le fait que le mot prostitution est relativement peu utilisé par les personnes concernées. Cela peut, à notre sens, constituer un frein dans l'accès à certaines personnes.

7. Recommandations et perspectives d'action

7.1 Contexte et limites du diagnostic

Le diagnostic territorial mené à Saint-Nazaire avait initialement vocation à se déployer sur une durée d'un an, afin de permettre une observation approfondie des pratiques, des besoins des personnes concernées et des dynamiques partenariales locales. En raison d'un financement reçu tardivement, les actions de terrain n'ont toutefois pu être réalisées que sur une période de quatre mois.

Cette contrainte temporelle constitue une limite importante, en particulier dans le cadre d'un travail auprès de publics majoritairement invisibilisés, stigmatisés et difficiles d'accès. La création d'un lien de confiance, indispensable pour recueillir une parole fiable et proposer un accompagnement adapté, s'inscrit généralement dans un temps long, parfois sur plusieurs mois voire années.

Par ailleurs, à Saint-Nazaire, la prostitution de personnes majeures s'exerce principalement en ligne et dans des lieux privés (logements sociaux, hébergements temporaires de type Airbnb), ce qui limite les possibilités de repérage et de contact direct. Certaines populations, notamment migrantes ou en situation administrative précaire, ont également été plus difficiles à atteindre dans le laps de temps imparti.

Les constats issus de ce diagnostic doivent donc être considérés comme une photographie partielle et évolutive, constituant une base de travail opérationnelle à consolider dans le temps.

7.2. Points d'attention spécifiques pour Saint-Nazaire

- La prostitution de majeurs est **principalement numérique** (annonces sur Internet, exercice dans des logements sociaux ou Airbnb), rendant les publics moins accessibles pour un travail de terrain classique.
- Les contraintes municipales et la volonté de la mairie de **préserver la tranquillité des propriétaires** influencent les interventions et nécessitent un équilibre entre présence de Paloma et confidentialité des personnes.
- Les temps de sensibilisation réalisés auprès des professionnel·les locaux·ales ont permis de collecter des informations essentielles, mais ne remplacent pas la profondeur des rencontres individuelles et la **construction d'un lien durable avec les publics**.
- La durée courte du diagnostic implique que les recommandations doivent être envisagées comme un **point de départ** pour un travail à plus long terme, nécessitant un suivi continu et une consolidation des partenariats.

7. Recommandations et perspectives d'action

7.3 Enjeux transversaux liés au territoire nazairien

La taille intermédiaire de Saint-Nazaire constitue un facteur ambivalent. D'un côté, elle favorise l'interconnaissance entre acteur·ices, la réactivité partenariale et la circulation de l'information. De l'autre, elle renforce les enjeux de confidentialité, d'anonymat et de crainte d'exposition pour les personnes concernées.

La visibilité sociale accrue des pratiques, conjuguée aux enjeux de tranquillité publique et aux contraintes municipales, nécessite un positionnement particulièrement ajusté : maintenir une présence effective sur le territoire tout en garantissant la discrétion, la confidentialité et la sécurité des personnes accompagnées.

Ces spécificités appellent des modalités d'intervention adaptées, souples et territorialisées.

7.4 Axes prioritaires de développement des actions

Renforcer et pérenniser la présence de Paloma sur le territoire

Le diagnostic met en évidence l'importance d'une présence régulière, identifiable et inscrite dans la durée pour favoriser la confiance, tant avec les personnes concernées qu'avec les partenaires locaux. L'absence d'ancrage physique permanent limite aujourd'hui la continuité des accompagnements.

Il apparaît nécessaire de :

- renforcer la régularité des interventions dans les QPV de Saint-Nazaire (permanences dans des accueils de jours, maisons de quartier, planning familial..., temps collectifs, actions ponctuelles d'aller-vers) ;
- poursuivre l'identification, en lien avec les partenaires, de lieux ressources pérennes pouvant accueillir des permanences (structures de santé, lieux associatifs, maisons de quartier) ;
- Poursuivre le développement d'une visibilité territoriale adaptée (supports multilingues, relais par les partenaires), respectueuse des enjeux de confidentialité.

7. Recommandations et perspectives d'action

Développer l'aller-vers numérique

La prostitution à Saint-Nazaire étant majoritairement exercée en ligne, les stratégies d'intervention doivent s'adapter à cette réalité. L'aller-vers numérique constitue un levier central pour atteindre des publics peu visibles et souvent isolés.

Il est recommandé de :

- poursuivre et adapter les stratégies d'aller-vers numérique en tenant compte des évolutions des plateformes et des usages ;
- diversifier les canaux de contact (messageries, réseaux sociaux, supports d'information diffusés dans les lieux de santé et d'accueil) ;
- renforcer les liens avec les professionnel·les de santé, du social et de l'hébergement, qui constituent souvent des points d'entrée indirects vers les personnes concernées ;
- proposer un accompagnement individualisé, centré sur les droits, la santé et la réduction des risques, pour les personnes rencontrées en face-à-face ou via les dispositifs d'aller-vers ;
- renforcer les espaces de parole autour des sexualités, des violences et de l'exploitation.

Libérer la parole

Un constat central du diagnostic concerne la difficulté à aborder les questions de sexualité, de prostitution, de violences et d'exploitation dans des cadres sécurisés et non jugeant, tant pour les personnes concernées que pour les professionnel·les.

Il apparaît pertinent de :

- poursuivre et élargir les actions de sensibilisation et de formation à destination des professionnel·les, en favorisant la mixité des secteurs (santé, social, prévention, hébergement, institutions) ;
- développer des outils concrets facilitant l'accueil de la parole (repères juridiques, vocabulaire partagé, postures professionnelles) ;
- proposer, lorsque cela est possible, des temps collectifs ou des actions favorisant l'expression et la déstigmatisation. Ces espaces sont essentiels pour améliorer le repérage des situations de violences, d'exploitation et de traite, dans le respect des temporalités des personnes.

7. Recommandations et perspectives d'action

Consolider la coordination partenariale et la lisibilité des parcours

La multiplicité des acteur·ices impliqué·es rend nécessaire une meilleure articulation entre ces dispositifs. Le diagnostic souligne le besoin de clarification des rôles et de renforcement de la coordination.

Les recommandations portent sur :

- multiplier les actions de sensibilisation et de formation auprès des professionnel·les du territoire pour mieux comprendre les réalités de la prostitution numérique et des échanges économico-sexuels ;
- la clarification des périmètres d'intervention des différents acteurs (santé, social, prévention, justice) ;
- la formalisation de circuits d'orientation souples, non conditionnels et respectueux des choix des personnes ;
- la poursuite et le renforcement de partenariats locaux, notamment avec les dispositifs de prise en charge des violences (le 24), les acteurs de la santé sexuelle, les services municipaux, la Police nationale et les structures universitaires.

Paloma peut continuer à jouer un rôle d'interface et d'actrice ressource, sans se substituer aux dispositifs existants.

Poursuivre le développement de l'expertise sur la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle

Les situations de traite et d'exploitation sexuelle demeurent largement sous-identifiées sur le territoire. Le diagnostic met en évidence un besoin fort de montée en compétence des professionnel·les.

Il est recommandé de :

- poursuivre les actions de formation et de sensibilisation sur les indicateurs de traite, le cadre juridique et les dispositifs de protection ;
- soutenir des approches respectueuses de l'auto-identification et des temporalités des personnes ;
- renforcer les liens avec les dispositifs spécialisés, dans une logique de complémentarité et de sécurisation des parcours.

7. Recommandations et perspectives d'action

7.5 Perspectives et orientations futures

À l'issue de ce diagnostic, il apparaît pertinent de poursuivre et d'amplifier les actions engagées à Saint-Nazaire dans une logique progressive, concertée et inscrite dans le temps.

Les constats issus de cette première phase constituent une base solide pour :

- ajuster les modalités d'intervention aux réalités locales ;
- renforcer la complémentarité entre acteur·ices institutionnel·les et associatif·ves ;
- développer des réponses adaptées aux besoins des personnes concernées, dans le respect de leurs choix et de leurs parcours ;
- mettre en place un suivi et une évaluation continue, en lien avec les partenaires, pour ajuster les actions selon les besoins réels et les changements dans les pratiques des publics ;
- documenter et actualiser les données collectées afin de préparer un diagnostic plus complet sur le long terme, en intégrant des approches qualitatives plus approfondies et des indicateurs socio-démographiques supplémentaires.

Le déploiement futur des actions de Paloma à Saint-Nazaire s'inscrit ainsi dans une dynamique de santé publique, de réduction des risques et d'accès aux droits, en articulation étroite avec les partenaires du territoire.

Prostitution des mineur·es / exploitation sexuelle des mineur·es

Ces sujets sont revenus à de nombreuses reprises dans nos échanges. Bien que nous n'accompagnons pas de mineur·es, nous préconisons la mise en place de groupes de réflexions interdisciplinaires (Education nationale, Maison des ados, Maisons de quartiers, ADPS...) qui apporteront le soutien nécessaire aux structures qui se sentent "désemparées" face à ces situations inquiétantes.

Nous recommandons également la diffusion des droits et informations nécessaires en santé sexuelle pour les mineur·es se prostituant à l'image du projet Rose, projet de la CASE, porté par Poppy et financé par la DGCS (Direction générale de la cohésion sociale).

7. Recommandations et perspectives d'action

Ce tableau de synthèse vise à structurer les recommandations issues du diagnostic territorial mené à Saint-Nazaire. Les indicateurs proposés sont indicatifs et devront être précisés dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle et du suivi pluriannuel des actions.

Axe d'intervention	Objectifs opérationnels	Actions recommandées	Partenaires pressentis	Contraintes / points de vigilance	Indicateurs de suivi
Présence territoriale et permanences	Renforcer l'accès aux droits, à la santé et à la réduction des risques	• Développer des permanences régulières à Saint-Nazaire • Identifier des lieux ressources pérennes (Planning familial, maisons de quartier, structures de santé) • Renforcer la visibilité territoriale via les partenaires	Planning Familial, structures QPV, lieux associatifs, structures de santé	Confidentialité, disponibilité des lieux, temporalité nécessaire à la création du lien	• Nombre de permanences • Nombre de personnes rencontrées • Typologie des demandes
Aller-vers numérique	Atteindre les publics exerçant en ligne et en intérieur	• Adapter les stratégies d'aller-vers numérique aux plateformes utilisées • Diversifier les canaux de contact (messageries, réseaux sociaux, supports discrets) • Relais par les professionnel·les de santé et du social	CeGIDD, structures de santé, travail social, partenaires numériques	Faible taux de réponse, évolutions rapides des plateformes, anonymat	• Nombre de contacts établis • Types de plateformes identifiées • Situations repérées

7. Recommandations et perspectives d'action

Axe d'intervention	Objectifs opérationnels	Actions recommandées	Partenaires pressentis	Contraintes / points de vigilance	Indicateurs de suivi
Sensibilisation et prévention	Améliorer les connaissances des professionnelles et prévenir les violences	• Organiser des temps de sensibilisation plurisectoriels • Diffuser des repères sur santé sexuelle, droits et réduction des risques • Intégrer les réalités locales (prostitution numérique)	Acteurs santé, social, prévention, municipalité	Disponibilité des professionnelles Formats courts	• Nombre de sessions • Profils des participantes • Retours qualitatifs
Formation des acteur·ices locaux·ales	Renforcer les compétences et la coordination territoriale	• Développer des modules de formation adaptés au territoire • Former au repérage et à l'accompagnement des situations complexes • Favoriser une culture commune non jugeante	Institutions, associations locales, services municipaux	Ressources humaines, turn-over des équipes	• Nombre de personnes formées • Besoins identifiés • Demandes de suivi
Traite et exploitation sexuelle (TEH)	Améliorer le repérage et la protection des victimes	• Sensibiliser aux indicateurs de traite • Informer sur le cadre juridique et les dispositifs de protection • Renforcer les liens avec les dispositifs spécialisés	Dispositifs spécialisés TEH, acteurs santé, social, justice	Sous-identification des situations, temporalité des personnes	• Situations repérées • Orientations réalisées • Formations dédiées

7. Recommandations et perspectives d'action

Axe d'intervention	Objectifs opérationnels	Actions recommandées	Partenaires pressentis	Contraintes / points de vigilance	Indicateurs de suivi
Partenariats et complémentarité	Structurer le réseau local et éviter les redondances	• Consolider les partenariats existants • Formaliser des circuits d'orientation souples • Poursuivre les rencontres inter-partenariales (ex. dispositifs violences)	Associations locales, institutions, Police nationale, université	Coordination, confidentialité, priorités divergentes	• des partenaires engagés • Réunions organisées • Coopération formalisée
Suivi et évaluation continue	Adapter les actions et consolider le diagnostic	• Mettre en place un suivi régulier des actions • Actualiser les données qualitatives et quantitatives • Prévoir des bilans périodiques avec les partenaires	Paloma, partenaires locaux	Temps, ressources, accès aux publics isolés	• Indicateurs de suivis • Fréquence des bilans • Ajustements réalisés

Annexes

Message de présentation avant notre arrivée à Saint-Nazaire

Bonjour, c'est Ben. Je suis travailleur du sexe et travaille pour l'association Paloma. On est une association communautaire de soutien aux travailleur.euses du sexe basée à Nantes, et on arrive bientôt à Saint-Nazaire pour assurer des permanences ! En France le travail du sexe est légal. Si tu as des questions sur tes droits, besoin d'un rendez-vous médical, de renouveler ton assurance maladie, envie de participer à des activités (couture, discussions, ateliers collectifs), besoin de préservatifs gratuits et de gel, on est là pour toi ! Tout reste confidentiel évidemment. Il y aussi des permanences de AIDES une fois par mois dans notre local au 33 rue Fouré à Nantes où tu peux te faire dépister gratuitement pour le VIH, Hépatites, IST.

Pour notre arrivée à Saint-Nazaire, on a besoin de toi pour mieux connaître la ville et la réalité du travail des TDS sur la côte. Si tu es d'accord, voici un questionnaire à compléter (tu n'es pas obligé-e de tout remplir). <https://framaforms.org/questionnaire-sur-le-travail-du-sexe-a-saint-nazaire-1753698178> ça nous aiderait beaucoup, merci à toi !

A bientôt j'espère !

Invitation à nos permanences

Bonjour, ici l'association Paloma qui accompagne les personnes exerçant la prostitution/travailleur.euses du sexe dans le département. Nous serons présentes à Saint-Nazaire ce mercredi 17 septembre dans les locaux du Planning Familial. Marie et Lilia tiendront une permanence entre 14h et 17h, ça sera l'occasion d'échanger avec nous, de récupérer du matériel de réduction des risques, de vous inscrire sur le programme Jasmine qui lutte contre les violences et de découvrir les nouveaux locaux du Planning Familial qui propose un accompagnement à la santé sexuelle sans jugement (contraception, gynécologie, IVG...). Ça se passe au 124 avenue de la République à côté de la gare de Saint-Nazaire. Des questions ? Lilia est joignable au 0784894410, Marie au 0631639840. On vous attend nombreux.ses. J'en profite aussi pour vous inviter à répondre à un questionnaire en ligne qui nous permettra de mieux connaître les conditions de travail à Saint-Nazaire <https://framaforms.org/questionnaire-sur-le-travail-du-sexe-a-saint-nazaire-1753698178>
Merci, Ben

Exemples de messages envoyés aux personnes concernées lors des actions d'aller-vers numérique

Annexes

Sur la Prophylaxie pré-exposition au VIH

Bonjour, c'est [...], de l'association PALOMA. On est une association communautaire de soutien à l'accès aux droits et à la santé pour les travailleur.euses du sexe. Aujourd'hui on voudrait te parler de la PrEP. C'est un traitement préventif qui permet d'empêcher la contamination au VIH. Tu peux le demander à ton médecin ou dans un Cegidd (57 Rue Michel Ange, Site d'Heinlex - Bâtiment « Les Alizés » à Saint-Nazaire). Il est gratuit. Les modes de prise du traitement sont différents pour les personnes selon leur genre, qu'elles soient cisgenres ou transgenres. Si tu es trans, le traitement est compatible avec la prise d'hormones. Tu peux en discuter avec ton/ta médecin ou des collègues pour être rassuré.e. Si tu veux discuter et avoir plus d'informations, tu peux nous appeler ou passer au local de l'association au 33, rue Fouré à Nantes. A bientôt !

Sur le Traitement post-exposition au VIH

Bonjour, c'est [...], de l'association PALOMA. On est une association communautaire de soutien à l'accès aux droits et à la santé pour les travailleur.euses du sexe. Tu as déjà entendu parler du TPE en cas d'accident de capote ou de rapport non protégé ? C'est le Traitement Post Exposition, que tu peux prendre dans les 48h suivant le rapport et qui réduit fortement les risques de développement du virus du VIH. Plus il est pris tôt, plus il est efficace (idéalement dans les 4 heures qui suivent le risque). C'est un traitement prescrit en urgence par les urgences de l'hôpital (la nuit) ou le Cegidd (en semaine et en journée). Il est gratuit même pour les personnes sans papier ou sans assurance maladie. Il est à prendre durant 30 jours. L'adresse du Cegidd de Saint-Nazaire est le 57 Rue Michel Ange, Site d'Heinlex - Bâtiment « Les Alizés » . Les urgences de Saint-Nazaire sont au 11 Bd Georges Charpak. Si tu veux plus d'informations tu peux nous appeler ou passer au local de l'association au 33, rue Fouré à Nantes. A bientôt !

Annexes

[Modifier](#) [Formulaire](#) [Résultats](#) [Partager](#)

Questionnaire sur le travail du sexe à Saint-Nazaire

Nous sommes l'association Paloma, une association communautaire de défense des droits des travailleur.euses du sexe. Basée à Nantes, nous interviendrons très prochainement sur Saint-Nazaire et avons besoin de vous pour comprendre ce qui marche ou pas pour vous à Saint-Nazaire (accès aux soins, institutions...). Notre objectif est de récolter vos ressentis et besoins afin de les faire remonter aux professionnel.les du soin, du social et institutions.

Le questionnaire est entièrement anonyme et prend 10 minutes. Vous n'êtes pas obligé de répondre à toutes les questions. Si cela est plus simple pour vous, il peut être réalisé par téléphone.

Merci d'avance,

Marie, Lilia et Ben

Questionnaire : 1 / 2

Tes droits - 1/5

La prostitution est légale en France. Le savais-tu ?

☐ oui

☐ non

En effet, tu peux te déclarer en auto-entreprise (à condition d'être en situation régulière). Le délit de racolage passif n'existe plus depuis 2016. C'était le fait de pouvoir être contrôlé.e lors du travail en rue ou avec son annonce en ligne. Ce sont désormais les clients qui sont pénalisés.

Le droit français (loi de 2003) interdit de travailler dans l'appartement que tu loues, dans un hôtel ou un airbnb. Le savais-tu ?

☐ oui

☐ non

C'est vrai ! Mais ça n'est pas toi qui est en tort. Les propriétaires ou hôteliers encourent une peine de prison pour "proxénétisme hôtelier" en louant un appartement ou une chambre en sachant qu'un.e travailleur.euse du sexe y travaille. Nous luttons contre cette loi car elle empêche les personnes de travailler en toute sécurité ou d'accéder à un logement. Si tu es victime d'abus de la part de propriétaires ou d'hôteliers, n'hésite pas à nous contacter !

Cette même loi de 2003 interdit de travailler à plusieurs. Le savais-tu ?

☐ oui

☐ non

Il nous est interdit de travailler à plusieurs car cela correspond à une forme de "proxénétisme d'entraide ou d'organisation". Cependant, peu de personnes ont été inquiétées par cette loi. Nous luttons aussi contre celle-ci car elle empêche aux travailleur.euses du sexe d'assurer leur sécurité.

Connais-tu le Strass, le syndicat du travail sexuel ?

☐ oui

☐ non

Le Strass est un syndicat de travailleur.euses du sexe qui, comme nous, peut t'aider sur l'accès à tes droits, des questions juridiques ou en cas d'agression. www.strass-syndicat.org

Questionnaire à destination des personnes concernées envoyé lors des actions d'aller-vers numérique

Annexes

Ta santé - 2/5

As-tu une assurance maladie ?

☐ Oui, j'ai l'AME (Aide Médicale d'Etat)

☐ Oui, j'ai la CSS (Complémentaire Santé Solidaire) ou CMU-C (ancien nom)

☐ Oui, j'ai une mutuelle privée

☐ Non

☐ J'ai déposé le dossier, je suis en attente

As-tu un médecin traitant ?

☐ oui

☐ non

Si oui, lui as-tu parlé de ton activité ? Comment cela s'est-il passé ?

Sinon, pourquoi as-tu choisi de lui cacher ?

As-tu accès à des préservatifs gratuits sur Saint-Nazaire ?

☐ oui, facilement

☐ parfois seulement ou en petites quantités

☐ non

Où les trouves-tu gratuitement ? Es-tu satisfait.e de la qualité ?

Si tu consommes des produits, as-tu accès à du matériel de réduction des risques (paille pour la cocaïne, seringues stériles, pipe à crack)

☐ Je ne consomme pas

☐ Je consomme et je sais où trouver du matériel

☐ Je ne souhaite pas répondre

A Saint-Nazaire le CSAPA-CAARUD La Rose des Vents est spécialisé sur le sujet et accueille les consommateurs sans jugement.

Peux-tu nous raconter une expérience positive et/ou négative avec des professionnel.les de santé à qui tu aurais parlé de prostitution ?

Annexes

L'accompagnement social - 3/5

As-tu besoin d'un accompagnement social (pour trouver un logement, du travail, un accès à des papiers, obtenir des aides diverses...) ?

- ☐ oui, j'en ai besoin mais je n'ai pas d'accompagnement
☐ oui et je suis déjà accompagné.e
☐ non, je n'en ai pas besoin

Si tu en as besoin, peux-tu nous dire si tu es satisfait.e de l'accompagnement reçu ? Ou pourquoi tu n'as pas réussi à obtenir de l'aide d'une structure ?

Si tu as des enfants, as-tu déjà rencontré des difficultés avec des travailleur.euses du social par rapport à ton activité ?

Les violences - 4/5

A nouveau sens-toi libre de passer ces questions si c'est un sujet trop difficile à aborder ! A terme, notre objectif est de partager des moyens de luttres contre les violences

As-tu déjà été victime de violences dans le cadre de ton activité ?

- ☐ oui
☐ non

Si c'est ton cas, veux-tu nous partager comment cela s'est passé ?

Lors de violences subies, vers qui t'es-tu tournée pour en parler ?

- ☐ vers des proches (amies, collègues, famille...)
☐ vers une association communautaire TdS
☐ vers une association qui lutte contre les violences
☐ vers un.e psy
☐ vers le programme Jasmine
☐ vers la police
☐ autre
☐ je n'en ai jamais parlé

Connais-tu le programme Jasmine ?

- ☐ oui
☐ non

Le projet Jasmine est un programme de Médecins du Monde de lutte contre les violences faites aux travailleur.euses du sexe. Il t'accompagne si tu veux connaître tes droits, porter plainte. Il permet aussi d'alerter auprès des collègues les clients agresseurs et d'avoir accès aux alertes faites contre ces clients. C'est un programme communautaire qui est accessible par un système de parrainage/marrainage de collègues ou d'associations comme la nôtre. www.projet-jasmine.org

Es-tu intéressé.e d'en connaître plus sur les moyens de lutte contre les violences ou de partager tes connaissances avec des collègues ?

- ☐ oui
☐ non

En plus de Jasmine, il existe des outils ou techniques pour lutter contre les violences : fonction SOS du téléphone, boutons App'elles, ateliers d'auto-défense pour travailleur.euses du sexe, sifflets...

Annexes

Comment tu travailles ? - 5/5

Comment rencontres-tu tes client.ES ?

- ☐ dans la rue
- ☐ sur des sites d'escortes
- ☐ sur des sites de petites annonces
- ☐ sur des applis de rencontres
- ☐ dans des bars à hôtesses
- ☐ autre

plusieurs réponses possibles

Où rencontres-tu tes client.ES ?

- ☐ dans la rue
- ☐ dans une camionnette
- ☐ chez moi
- ☐ à l'hôtel ou dans des airbnb
- ☐ chez les client.ES
- ☐ autre

plusieurs réponses possibles

Depuis combien d'années exerces-tu ?

Quel est ton rapport au travail du sexe/prostitution ?

- ☐ Je suis très à l'aise avec ça et j'en parle facilement
- ☐ Je suis à l'aise avec ça mais c'est mon jardin secret
- ☐ c'est une option qui me convient pour le moment
- ☐ c'est une option avec laquelle je ne suis pas très à l'aise
- ☐ j'ai très envie d'arrêter
- ☐ j'ai honte de faire ça

Choisis la phrase qui te correspond le mieux !

Saurais-tu nous dire ce qui t'a amené à exercer ?

Quel est ton genre ?

- ☐ femme
- ☐ homme
- ☐ non-binaire
- ☐ intersexe
- ☐ cisgenre
- ☐ transgenre

Quel âge as-tu ?

Quelle est ta situation familiale ?

- ☐ célibataire sans enfants
- ☐ célibataire avec enfants
- ☐ en relation sans enfants
- ☐ en relation avec enfants

Quelle est ta situation administrative (papiers) ?

- ☐ je suis français.e
- ☐ je suis de l'union européenne
- ☐ je viens d'ailleurs et suis en situation régulière
- ☐ je viens d'ailleurs et suis sans papier

Tu vis en France depuis combien d'années ?

Annexes



Mise en situation du jeu de Réduction des Risques, outil utilisé lors de nos temps à destination des personnes exilées et/ou sans hébergement. Ce jeu, créé par Paloma, permet de parler de sexualité(s), de pratiques à risques, de plaisir, de consentement... Il sert également de prétexte pour venir aborder les questions de prostitution auprès de publics vulnérables.



Affiche destinée aux professionnel.les de la santé ou du social visant à libérer la parole des personnes concernées



Affiche réalisée pour notre permanence au Trait d'Union du 11 décembre 2025

Annexes

Prostitution

TU TE SENS CONCERNÉ.E

TU VEUX EN PARLER

INFOS

PALOMA EST UNE ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE
QUI INTERVIENT AVEC ET POUR LES PERSONNES CONCERNÉES **MAJEURES** ET PROPOSE :

- UN ESPACE SANS JUGEMENT, ANONYME
ET GRATUIT OÙ ON PEUT PARLER DE TOUT
- DU MATÉRIEL ET DES OUTILS DE RÉDUCTION
DES RISQUES (PRÉSERVATIFS, GEL, ÉPONGES
MENSTRUELLES, JASMINE, ETC...)
- D'ÉCHANGER SUR TES PRATIQUES
POUR PRÉVENIR OU RÉDUIRE LES RISQUES
EN SANTÉ SEXUELLE ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES
- DE PARLER DE TES DROITS EN FRANCE
QUE TU AIES DES PAPIERS OU NON

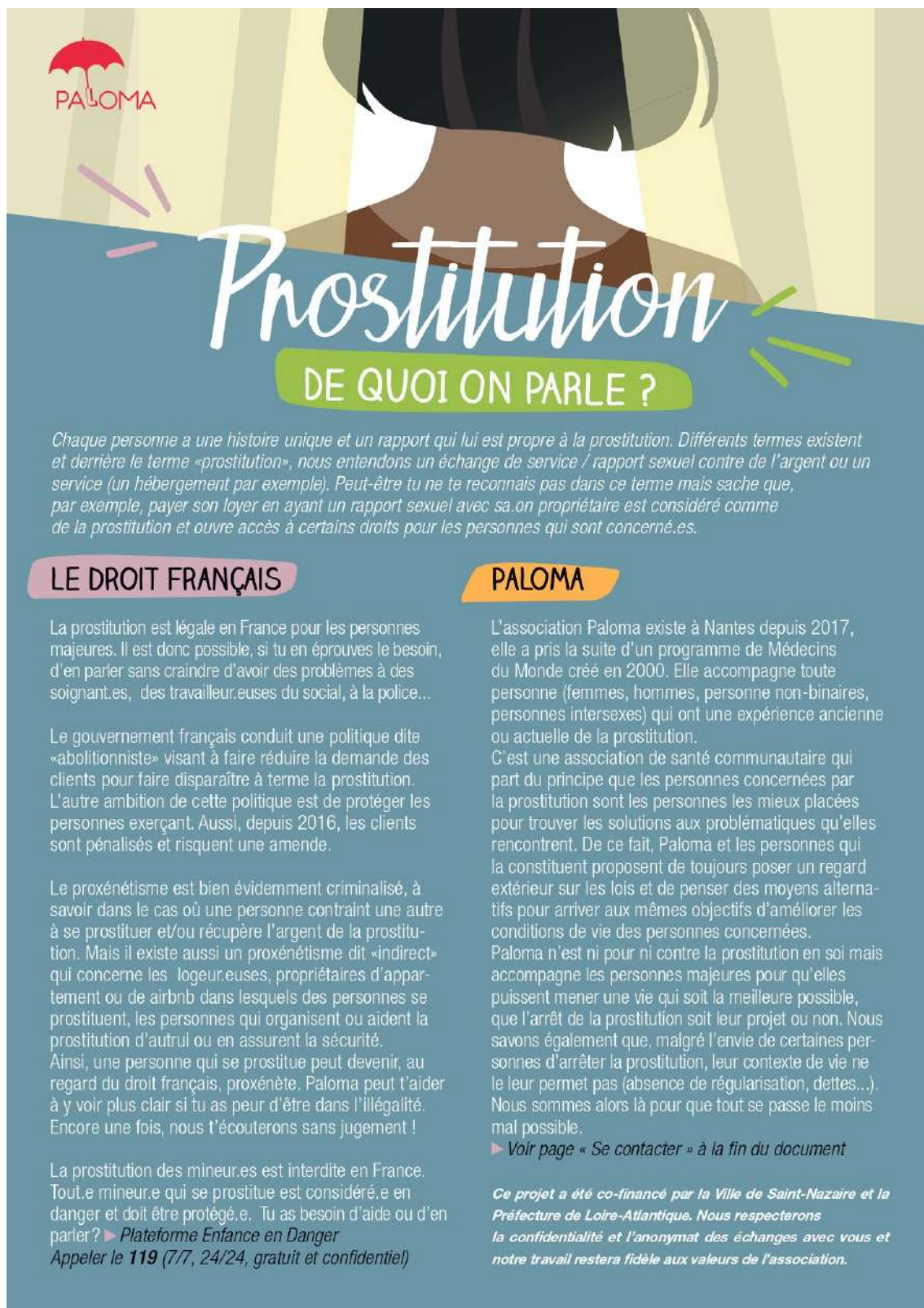
Nous rencontrer

PERMANENCES A SAINT-NAZAIRE
Contactez-nous pour être informé.es
des prochaines permanences en 2026

PERMANENCES A NANTES
Tous les mardis (9h-12h) et mercredis (14h-17h)
Paloma - 33 rue Fouré (tram 2/3 Aimé Delrieu)

PRENDRE RDV / DISCUTER
Bureau : 09 54 40 97 43 / Lilia : 07 84 89 44 10
Marie : 06 31 63 98 40 / Ben : 07 87 15 70 73
contact@paloma-assp.org

Affiche de présentation de l'association Paloma et de ses permanences. Sa réalisation tardive n'a pas permis de faire figurer l'ensemble des permanences de 2025. L'affiche sera mise à jour en 2026 dès que le calendrier de nos permanences sera calé. Un QR code renvoie à un guide avec les lieux ressources de Saint-Nazaire.



Prostitution

DE QUOI ON PARLE ?

Chaque personne a une histoire unique et un rapport qui lui est propre à la prostitution. Différents termes existent et derrière le terme «prostitution», nous entendons un échange de service / rapport sexuel contre de l'argent ou un service (un hébergement par exemple). Peut-être tu ne te reconnais pas dans ce terme mais sache que, par exemple, payer son loyer en ayant un rapport sexuel avec sa.ou propriétaire est considéré comme de la prostitution et ouvre accès à certains droits pour les personnes qui sont concerné.es.

LE DROIT FRANÇAIS

La prostitution est légale en France pour les personnes majeures. Il est donc possible, si tu en éprouves le besoin, d'en parler sans craindre d'avoir des problèmes à des soignant.es, des travailleur.euses du social, à la police...

Le gouvernement français conduit une politique dite «abolitionniste» visant à faire réduire la demande des clients pour faire disparaître à terme la prostitution. L'autre ambition de cette politique est de protéger les personnes exerçant. Aussi, depuis 2016, les clients sont pénalisés et risquent une amende.

Le proxénétisme est bien évidemment criminalisé, à savoir dans le cas où une personne contraint une autre à se prostituer et/ou récupère l'argent de la prostitution. Mais il existe aussi un proxénétisme dit «indirect» qui concerne les logeur.euses, propriétaires d'appartement ou de Airbnb dans lesquels des personnes se prostituent, les personnes qui organisent ou aident la prostitution d'autrui ou en assurent la sécurité. Ainsi, une personne qui se prostitue peut devenir, au regard du droit français, proxénète. Paloma peut t'aider à y voir plus clair si tu as peur d'être dans l'illégalité. Encore une fois, nous t'écouterons sans jugement !

La prostitution des mineur.es est interdite en France. Tout.e mineur.e qui se prostitue est considéré.e en danger et doit être protégé.e. Tu as besoin d'aide ou d'en parler ? ► Plateforme Enfance en Danger Appeler le 119 (7/7, 24/24, gratuit et confidentiel)

PALOMA

L'association Paloma existe à Nantes depuis 2017, elle a pris la suite d'un programme de Médecins du Monde créé en 2000. Elle accompagne toute personne (femmes, hommes, personne non-binaires, personnes intersexes) qui ont une expérience ancienne ou actuelle de la prostitution. C'est une association de santé communautaire qui part du principe que les personnes concernées par la prostitution sont les personnes les mieux placées pour trouver les solutions aux problématiques qu'elles rencontrent. De ce fait, Paloma et les personnes qui la constituent proposent de toujours poser un regard extérieur sur les lois et de penser des moyens alternatifs pour arriver aux mêmes objectifs d'améliorer les conditions de vie des personnes concernées. Paloma n'est ni pour ni contre la prostitution en soi mais accompagne les personnes majeures pour qu'elles puissent mener une vie qui soit la meilleure possible, que l'arrêt de la prostitution soit leur projet ou non. Nous savons également que, malgré l'envie de certaines personnes d'arrêter la prostitution, leur contexte de vie ne le leur permet pas (absence de régularisation, dettes...). Nous sommes alors là pour que tout se passe le moins mal possible.

► Voir page « Se contacter » à la fin du document

Ce projet a été co-financé par la Ville de Saint-Nazaire et la Préfecture de Loire-Atlantique. Nous respecterons la confidentialité et l'anonymat des échanges avec vous et notre travail restera fidèle aux valeurs de l'association.

Guide téléchargeable à destination des personnes concernées depuis le QR code de l'affiche précédente. Ce guide sera augmenté en 2026 et traduit en plusieurs langues. Une nouvelle mise en page le rendra également plus facile à lire.



La santé
TES DROITS

Parler de prostitution à des professionnels de santé n'est pas facile. Pour autant, il y a des cas où cela peut s'avérer utile. De plus, multiplier les partenaires sexuels nous expose à davantage de risques en santé sexuelle. Il est alors important de connaître les lieux ressources.
Sache aussi que tu peux obtenir des droits à la sécurité sociale, que tu aies des papiers ou pas.

LA SÉCURITÉ SOCIALE

Si tu es Français.e, citoyen.ne de l'Union Européenne ou régularisé.e, tu as des droits ouverts à l'assurance maladie. Une mutuelle vient compléter tes droits, elle est payante si tu as des ressources mais la Complémentaire Santé Solidaire peut être demandée à la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) si tes ressources sont limitées.

Si tu es en situation irrégulière, tu peux bénéficier de l'Aide Médicale d'Etat, à condition de prouver que tu es en France depuis plus de 3 mois.

► **CPAM Saint-Nazaire**
28 avenue Suzanne-Lenglen
44600 Saint-Nazaire

Si tu viens d'arriver en France, tu peux te rendre à la PASS (Permanence d'Accès aux Soins de Santé) de Saint-Nazaire pour des soins. Elle est située au niveau du service des urgences de l'hôpital que tu peux aussi consulter si tu es en souffrance.

► **PASS Saint-Nazaire**
11 Boulevard Georges Charpak
44600 Saint-Nazaire - 02 72 27 80 65

SANTÉ SEXUELLE

Il existe de nombreuses IST (infections sexuellement transmissibles). Plus vite elles sont dépistées, mieux elles sont traitées ou soignées. Nous recommandons de faire un test tous les 3 mois.

Le dépistage

Il peut se faire gratuitement dans un laboratoire d'analyse médicale si tu as une carte vitale ou l'ordonnance de ton médecin. Des auto-tests existent également pour le VIH.

Tu peux aussi te rendre au CeGIDD (Centre gratuit d'information et de dépistage). Là-bas, tu peux y parler de prostitution, de tes pratiques sans être jugé.e et tu peux faire le choix de rester anonyme.

► **Prendre rendez-vous au CeGIDD Saint-Nazaire**
Site d'Heinlex - Bâtiment «Les Alizés»
57 rue Michel-Ange à Saint-Nazaire
02 40 90 52 22 / cegidd44600@ch-saintnazaire.fr

Le TPE (Traitement Post-Exposition)

En cas de rupture de préservatif ou de prise de risque, il existe un traitement qui permet de limiter grandement les risques de contamination au VIH. Le traitement doit être pris dans les 48h qui suivent la prise de risque, avec une efficacité plus grande dans les 4h.

Ce traitement est gratuit (même sans assurance maladie) et peut-être récupéré au service des urgences (7jours/7) ou au CeGIDD (du lundi au vendredi).

► **Urgences Saint-Nazaire**
11 Boulevard Georges Charpak
44600 Saint-Nazaire



ta santé
TES DROITS

SANTÉ SEXUELLE (suite)

Les préservatifs
Externes ou internes, tu pourras en acheter dans les pharmacies. Les préservatifs externes y sont gratuits pour les moins de 26 ans. Tu peux aussi avoir une ordonnance de ton médecin. Plusieurs associations et bars en fournissent gratuitement (CeGIDD, Planning Familial, accueils de jour, CSAPA-CAARUD La Rose des Vents).
Le préservatif reste le moyen le plus sûr pour prévenir les IST. Mais nous savons que certaines personnes acceptent des rapports sexuels sans préservatifs et il n'y a pas à juger ces pratiques. A Paloma, nous accompagnons les personnes sur la réduction des risques : il existe de nombreuses techniques et outils pour limiter les risques en l'absence de préservatifs. On peut en parler !

La PrEP (Prophylaxie Pré-Exposition)
Pour les personnes amenées à prendre des risques, il existe un traitement préventif qui limite les risques de contamination au VIH. Pour le moment, il se prend sous forme de cachets et sera bientôt remplacé par des injections. Tu peux en parler à ton médecin traitant ou au CeGIDD.
► Prendre rendez-vous au CeGIDD Saint-Nazaire
Site d'Heinlex - Bâtiment «Les Alizés»
57 rue Michel-Ange à Saint-Nazaire
02 40 90 52 22 / cegidd44600@ch-saintnazaire.fr

SANTÉ REPRODUCTIVE

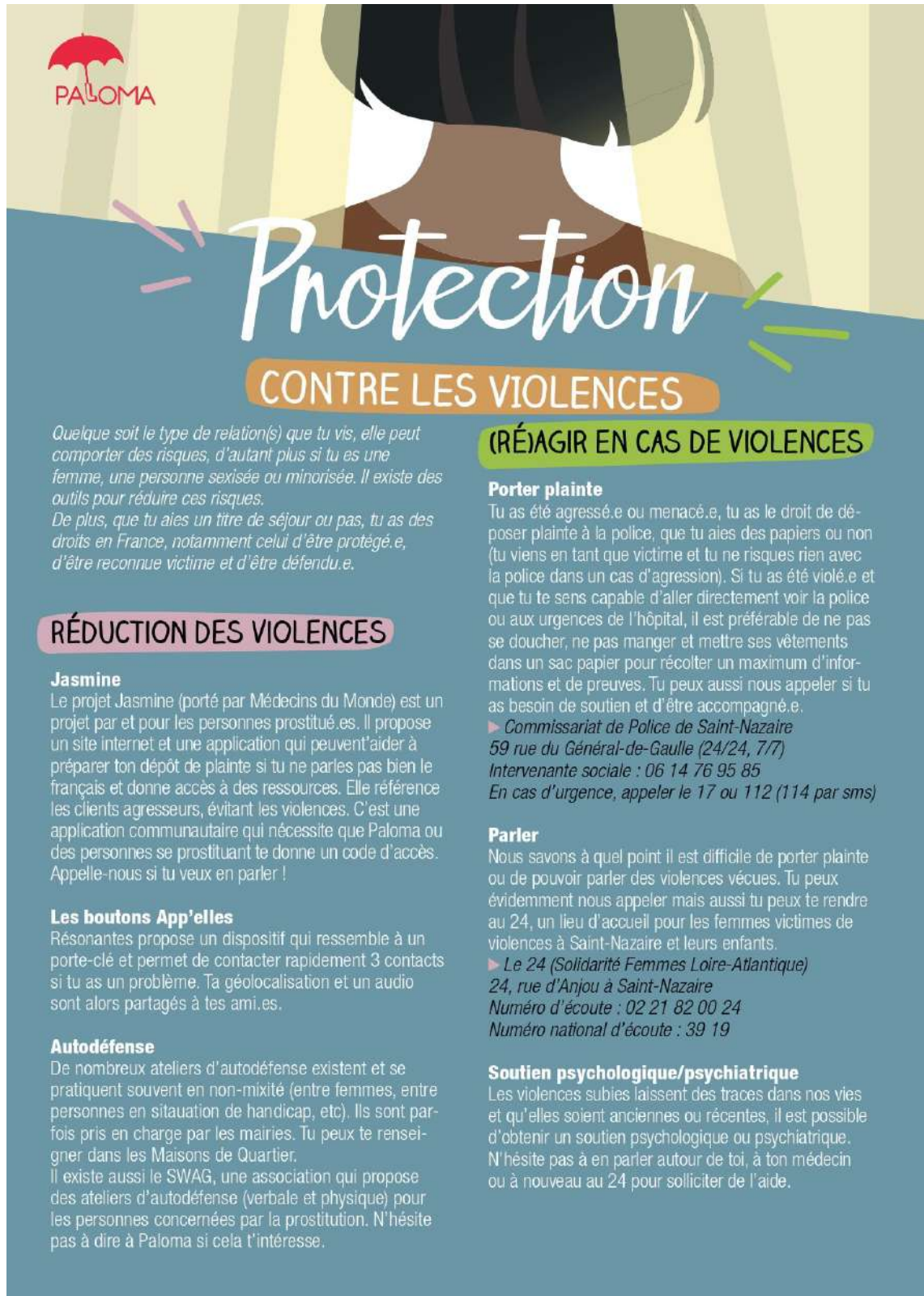
Contraception
Tu souhaites discuter des moyens de contraception, tu peux en parler à ton médecin traitant, un.e gynécologue, un.e sage-femme ou te rendre au Planning Familial ou au Centre de santé sexuelle, avec ou sans assurance maladie.

Pilule du lendemain
Tu as eu un rapport vaginal non protégé et tu ne souhaites pas avoir de grossesse, tu peux prendre la contraception d'urgence dans les 3 jours qui suivent le rapport. Elle est gratuite en pharmacie, au Planning Familial ou au Centre de santé sexuelle, avec ou sans assurance maladie.

IVG (Interruption Volontaire de Grossesse)
Tu es enceint.e et tu te poses des questions sur ton envie de grossesse ou tu es certain.e de ne pas vouloir cette grossesse, tu peux bénéficier d'une Interruption Volontaire de Grossesse et/ou en discuter au Centre de santé sexuelle, ou au Planning Familial, avec ou sans assurance maladie.

Gynéco
Tu as besoin d'un suivi gynécologique qui s'adapte à tes peurs ou tu éprouves le besoin d'avoir un espace bienveillant pour parler de prostitution, le Planning Familial et le Centre de santé sexuelle peuvent répondre à tes besoins.
► Planning Familial Saint-Nazaire
124 Av. de la République - sans rendez-vous le mercredi après-midi ou prise de rendez-vous au 02 40 20 41 51
► Centre de santé sexuelle
Site d'Heinlex - Bâtiment «Les Alizés» - 1er étage
57 rue Michel-Ange à Saint-Nazaire
02 40 90 52 30

PMA (Procréation médicale assistée)
Tu as des difficultés à tomber enceint.e (tu es dans une relation lesbienne ou ton partenaire ou toi est peut-être infertile), tu peux bénéficier d'une assistance médicale auprès de l'Hôpital de Saint-Nazaire.
► Service d'Assistance Médicale à la Procréation (AMP)
11 Blvd Georges Charpak et 57 Rue Michel Ange à Saint-Nazaire - 02 72 27 81 90



Protection

CONTRE LES VIOLENCES

Quelque soit le type de relation(s) que tu vis, elle peut comporter des risques, d'autant plus si tu es une femme, une personne sexisée ou minorisée. Il existe des outils pour réduire ces risques.

De plus, que tu aies un titre de séjour ou pas, tu as des droits en France, notamment celui d'être protégé.e, d'être reconnue victime et d'être défendu.e.

RÉDUCTION DES VIOLENCES

Jasmine

Le projet Jasmine (porté par Médecins du Monde) est un projet par et pour les personnes prostitué.es. Il propose un site internet et une application qui peuvent t'aider à préparer ton dépôt de plainte si tu ne parles pas bien le français et donne accès à des ressources. Elle référence les clients agresseurs, évitant les violences. C'est une application communautaire qui nécessite que Paloma ou des personnes se prostituant te donne un code d'accès. Appelle-nous si tu veux en parler !

Les boutons App'elles

Résonantes propose un dispositif qui ressemble à un porte-clé et permet de contacter rapidement 3 contacts si tu as un problème. Ta géolocalisation et un audio sont alors partagés à tes ami.es.

Autodéfense

De nombreux ateliers d'autodéfense existent et se pratiquent souvent en non-mixité (entre femmes, entre personnes en situation de handicap, etc). Ils sont parfois pris en charge par les mairies. Tu peux te renseigner dans les Maisons de Quartier.

Il existe aussi le SWAG, une association qui propose des ateliers d'autodéfense (verbale et physique) pour les personnes concernées par la prostitution. N'hésite pas à dire à Paloma si cela t'intéresse.

(RÉ)AGIR EN CAS DE VIOLENCES

Porter plainte

Tu as été agressé.e ou menacé.e, tu as le droit de déposer plainte à la police, que tu aies des papiers ou non (tu viens en tant que victime et tu ne risques rien avec la police dans un cas d'agression). Si tu as été violé.e et que tu te sens capable d'aller directement voir la police ou aux urgences de l'hôpital, il est préférable de ne pas se doucher, ne pas manger et mettre ses vêtements dans un sac papier pour récolter un maximum d'informations et de preuves. Tu peux aussi nous appeler si tu as besoin de soutien et d'être accompagné.e.

► **Commissariat de Police de Saint-Nazaire**
59 rue du Général-de-Gaulle (24/24, 7/7)
Intervenante sociale : 06 14 76 95 85
En cas d'urgence, appeler le 17 ou 112 (114 par sms)

Parler

Nous savons à quel point il est difficile de porter plainte ou de pouvoir parler des violences vécues. Tu peux évidemment nous appeler mais aussi tu peux te rendre au 24, un lieu d'accueil pour les femmes victimes de violences à Saint-Nazaire et leurs enfants.

► **Le 24 (Solidarité Femmes Loire-Atlantique)**
24, rue d'Anjou à Saint-Nazaire
Numéro d'écoute : 02 21 82 00 24
Numéro national d'écoute : 39 19

Soutien psychologique/psychiatrique

Les violences subies laissent des traces dans nos vies et qu'elles soient anciennes ou récentes, il est possible d'obtenir un soutien psychologique ou psychiatrique. N'hésite pas à en parler autour de toi, à ton médecin ou à nouveau au 24 pour solliciter de l'aide.



Protection CONTRE LES VIOLENCES

TRAITE ET PROXÉNÉTISME

Tu es venue en France ou dans la région par quelqu'un qui te demande de rembourser une dette en te forçant à te prostituer, commettre des délits, te forçant à mendier ou à travailler ? Cette ou ces personne(s) exerce(nt) des pressions ou violences sur toi ? Cela est défini par le droit français comme de la traite des êtres humains. Un.e proxénète te pousse à travailler et prend une partie de l'argent de tes passes ? Que les faits soient anciens ou actuels, si tu es victime de traite ou de proxénétisme, la France doit te protéger. Il est déjà possible de nous parler (ou à la structure de ton choix) en toute confidentialité. A Paloma, nous savons à quel point il est difficile de porter plainte et nous ne sommes pas là pour décider à ta place. Nous serons toujours là pour t'écouter sans jugement et t'accompagner dans ce que tu veux ou peux faire. Nous pouvons t'accompagner à la police si tu en éprouves le besoin et t'orienter vers une avocate.

Protection - Ac-Sé (Accueil Sécurisant)

Si tu es en situation de danger immédiat par quelqu'un qui te force à la prostitution ou reçoit des menaces de celles ou ceux qui t'ont amené.e en Europe (ta «Madam» ton «sponsor»...) sache qu'il existe un dispositif de mise à l'abri qui te permettra d'aller vivre loin du danger et d'être accompagné.e. Tu peux en parler à des travailleurs.euses sociales, à des associations de lutte contre les violences ou avec nous.

- EDS-Ouest : 10 bis rue des Hibiscus à Saint-Nazaire
02 40 53 33 12
- EDS-Gare / 12 place Pierre Sémard à Saint-Nazaire
02 49 77 40 33
- CCAS : 37 rue Pierre Mendès-France à Saint-Nazaire
02 40 17 19 99

Régularisation - article L425-1 du Ceseda

Il est possible pour les personnes sans-papier d'obtenir un récépissé ou une carte de séjour au titre de victime de traite des êtres humains et/ou de proxénétisme. Toutefois, l'Etat français conditionne l'obtention de ces papiers au dépôt de plainte et sur la durée de l'enquête policière. Paloma peut t'accompagner dans ces démarches.

ARRÊTER LA PROSTITUTION

Tu souhaites arrêter la prostitution mais l'absence de papiers et/ou la précarité t'en empêche. Tu as besoin d'un accompagnement spécifique ? L'Etat a mis en place un **Parcours de Sortie de la Prostitution** qui vise à accompagner les personnes qui en font la demande. Tu pourras obtenir un récépissé de 6 mois renouvelable pendant 2 ans avec autorisation de travail et une allocation de 343 euros par mois.

Comment y accéder ?

Il te faut rencontrer une des 2 associations nantaises agréées par l'Etat (le Mouvement du Nid ou l'ATDEC) qui t'aident à préparer un dossier qui, le moment venu, sera présenté à une commission à la Préfecture, validant ton entrée dans le parcours. A Paloma, on t'accompagnera, que tu souhaites arrêter ou continuer, et nous pourrons assurer un accompagnement en attendant que tu sois reçu.e par les associations agréées. Tu pourras aussi rencontrer des personnes qui sont dans ce parcours et te donneront des informations plus riches.

- Le Mouvement du Nid, Loire-Atlantique
8 rue Arsène Leloup, 44100 NANTES
06 32 57 66 41, accueil sur rendez-vous
- Pour l'ATDEC, passez par nous pour une orientation



Se contacter

Paloma entend offrir un espace bienveillant dans lequel les personnes concernées peuvent se retrouver sans être jugées, stigmatisées. Les personnes concernées sont écoutées, entendues et consultées afin de proposer des solutions communes aux problématiques qu'elles rencontrent.

NOTRE APPROCHE

Paloma est là pour accueillir ta parole, parler sans jugement de tes pratiques sexuelles, des risques que tu pourrais prendre, t'orienter vers des structures partenaires, t'informer sur tes droits. Nous allons au rythme des personnes accompagnées et ne décidons pas pour elles.

Porter vos voix

Nous relayons également la parole des personnes qui n'osent pas la prendre ou à qui on ne la donne pas. Aussi, tes retours sur la manière dont une structure ou une institution t'accueillent sont précieux, ainsi que les difficultés que tu peux être amené.e à vivre. Cela nous permet de mieux sensibiliser les structures et permettre un meilleur accueil de la parole des personnes concernées.

Accueil inconditionnel

Nous parlons toutes langues. Ben et Lilia parlent espagnol. Nous accueillons toutes les personnes majeures sans conditions de papier et sans aucune discrimination.

PRENDRE RENDEZ-VOUS OU DISCUTER

Tu peux nous appeler ici :

- Bureau: 09 54 40 97 43
- Lilia: 07 84 89 44 10
- Marie: 06 31 63 98 40
- Ben: 07 87 15 70 73

N'hésite pas à nous laisser un vocal sur whatsapp ou un sms. Tu peux aussi écrire à toute l'équipe sur contact@paloma-asso.org

PERMANENCES

Paloma est basée à Nantes. Nous t'accueillons sans rendez-vous tous les mardis matin (9h30-12h30) et mercredis après-midi (14h -17h). En dehors de ces horaires, tu peux prendre rendez-vous. Nous assurons en 2025 et 2026 des permanences à Saint-Nazaire. Les dates sont sur les affiches et sur notre site internet.

L'adresse de notre local :

**33 rue Fouré, à Nantes,
à côté de la gare (tram 2 ou 3 stop
Aimé Delrue)**